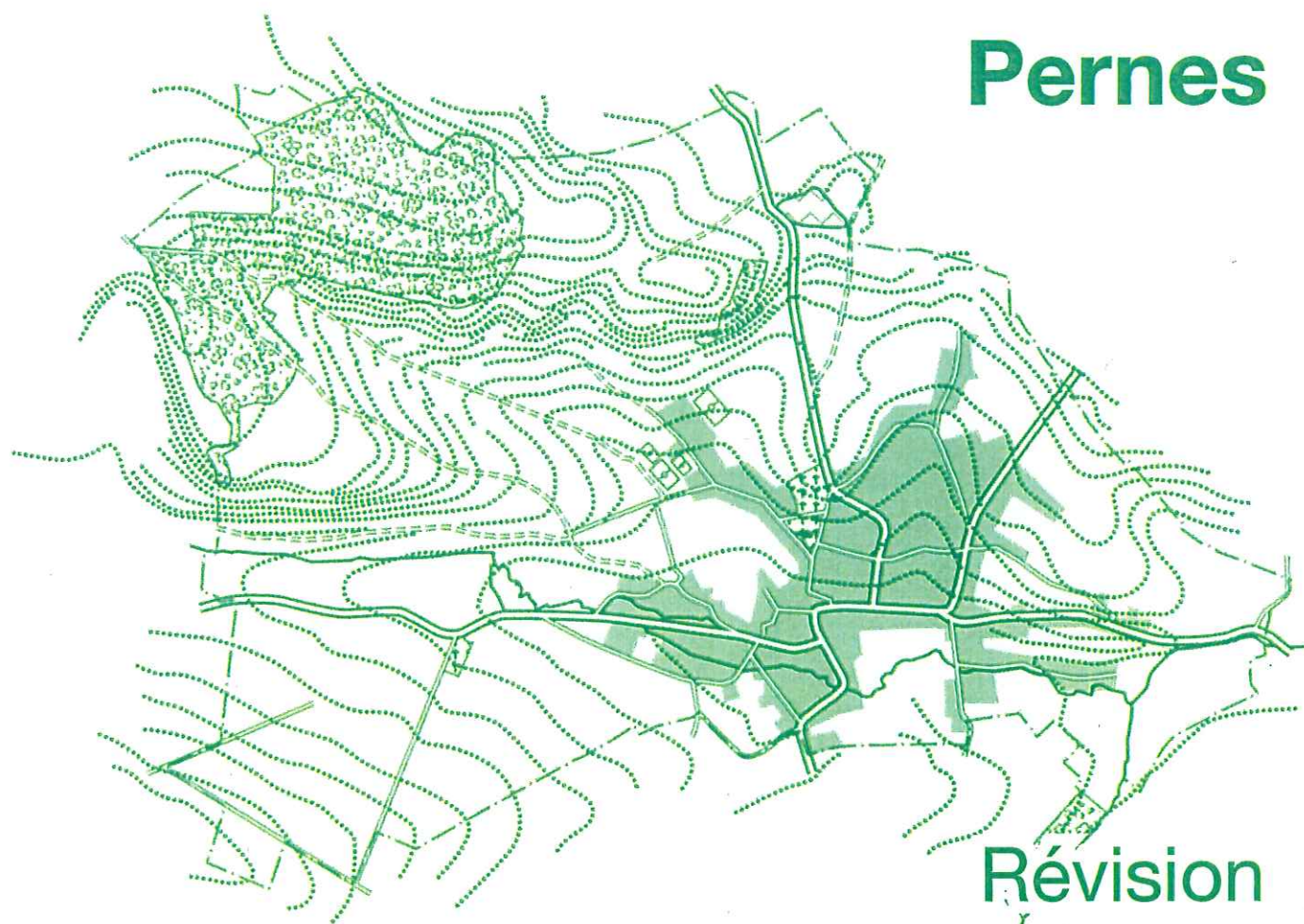


Département du Pas-de-Calais

Plan Local d'Urbanisme de la commune de

Pernes



Révision

RAPPORT DE PRESENTATION

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau du Contrôle de Légalité

Reçu le 20 DEC. 2005



Approuvé le : 27 février 1991
Mis en révision le : 18 juin 1999
Arrêté le : 26 septembre 2003
Approuvé le : 25 novembre 2005

*Vu pour être annexé
à la délibération
du 25 Novembre 2005*



EAC

Etudes & Cartographie

6/8 rue Léon Trulin
59 000 Lille
Tél : 03 20 51 94 95
Fax : 03 20 51 94 90

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

SOMMAIRE

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

1. Introduction
2. Objectifs
3. Méthodologie
4. Résultats
5. Conclusion

PREAMBULE	7
I – LE DIAGNOSTIC.....	9
I-1 Le site et la situation.....	10
I-11 La situation	10
I-12 Le site.....	10
I-13 Le contexte administratif.....	14
I-14 Les structures intercommunales	14
I-2 Les caractéristiques socio-démographiques	17
I-21 La population	17
I-211 Reprise de la croissance démographique depuis 1982	17
I-212 Une population en voie de vieillissement.....	17
I-213 Un solde migratoire positif depuis 1990	19
I- 22 La population active.....	20
I- 23 L’emploi dans la commune.....	23
I-3 Le logement.....	25
I-31 Evolution du parc de logements.....	25
I-32 Les caractéristiques des logements	26
I - 4 L’occupation des sols.....	31
I - 41 L’activité agricole.....	31
I- 42 L’urbanisation.....	34
I-421 L’évolution urbaine	34
I-422 L’urbanisation aujourd’hui.....	38
I-4221 Le noyau ancien de Pernes	38
I-4222 Les extensions récentes	40
I-4223 Les espaces verts et naturels.....	40
I – 5 Les équipements.....	43
I-51 Les équipements de superstructure	43
I-511 L’enseignement	43
I-512 Les équipements sportifs et de loisirs.....	44
I-513 Les équipements socioculturels.....	44
I-514 Les équipements administratifs	44
I-515 L’offre en commerces et services	46
I-52 Les équipements d’infrastructure et de transport	48
I-521 Les axes routiers.....	48
I-522 La desserte en transport en commun	48
I-523 Les voies ferrées.....	48
I – 524 Les réseaux	49
I – 5251 L’eau potable	49
I – 5252 L’assainissement.....	49
I – 5253 Le ramassage des ordures ménagères	50
I – 5254 La défense contre l’incendie	50
I-6- Analyse de l’état existant de l’environnement	51
I-61 Le site de Pernes en Artois.....	51
I-611 le sol.....	51
I-612 le climat.....	53
I-613 La faune et la flore	53
I-614 L’air.....	55
I- 62 Un paysage nettement influencé par le passage de la Clarence.....	56
I-621 La Vallée de la Clarence	56
I-622 La structure géologique.....	56
I-623 L’espace agricole	56
I-624 Le patrimoine historique et architectural.....	57
I-63- Les eaux souterraines et de surface.....	57

I-631 Les eaux souterraines	57
I-632 Les eaux de surface	57
I-633 Le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin-Artois-Picardie.....	58
I-634 Le contrat de rivière de la Clarence	58
I-64- Les risques naturels et les risques liés à l'activité humaine	58
I-641 Les zones susceptibles d'être inondées	58
I-642 Le Plan d'exposition aux risques d'inondations du bassin versant de la Clarence.....	60
I-643 Les risques liés au transport de matières dangereuses.....	61
I-7 Atouts, contraintes et dysfonctionnements sur le territoire communal	63

II - ANALYSE DES BESOINS67

II-1 Les besoins en terme d'habitat.....	68
II-11 Les besoins en constructions neuves.....	68
II-12 Les besoins en équilibre social	69
II-2 Les besoins en terme d'équipements et de services publics	70
II 21 Les besoins en équipements publics.....	70
II 211 L'école	70
II 212 Les autres équipements publics.....	70
II 22 Les besoins en services publics.....	71
II-221 Les services publics administratifs.....	71
II-222 Les transports en commun	71
II-3 Les besoins en terme d'activités économiques	71
II-4 Les besoins en terme d'aménagement de l'espace et de protection de l'environnement.....	72

III - LES ORIENTATIONS DU PADD.....73

III-1 Les objectifs d'aménagement inscrits au Projet d'Aménagement et de développement durable.....	74
III-11 Le bourg	76
III- 111 Préserver le caractère de bourg-centre de Pernes	76
III- 1111 Maintenir un tissu commercial diversifié et attractif, et une bonne offre de services	76
III- 1112 Permettre l'extension et la création d'activités économiques (commerces, services, bureaux, certaines activités artisanales) au sein du tissu bâti actuel et futur.....	76
III- 1113 Favoriser et développer l'activité commerciale, artisanale et de service autour de la place : conforter le commerce de centre-ville.....	76
III- 112 Bien répartir et mieux organiser l'extension du bâti à vocation d'habitat.....	77
III- 1121 Maintenir la population communale	77
III- 1122 En offrant une diversité de site	80
III- 1123 En faisant en sorte que les futurs quartiers s'insèrent et se connectent aux quartiers existants et à la vie communale au travers la diversité de leur population.	80
III- 113 Retisser les différentes "parties" de la commune.....	80
III- 1131 Recréer une voirie radioconcentrique permettant, par la connexion avec les radiales existantes, d'organiser une circulation fluide des piétons, des deux roues et des voitures	80
III- 1132 Organiser et localiser les futurs quartiers de sorte de limiter les déplacements automobiles et réguler la circulation future, en particulier dans le centre.	84
III- 114 Mettre en valeur le patrimoine historique et architectural	84
III- 1141 Valoriser certains atouts de la commune : la trame du centre-ville, le patrimoine rural traditionnel.....	84
III- 1142 Requalifier les places.	84
III- 115 Conforter et prendre en compte un meilleur accueil autour du pôle scolaire et sportif.....	84
III- 1151 Organiser une meilleure desserte de la salle de sport et des terrains situés derrière le collège.	84
III- 1152 Prévoir des aires de stationnements suffisants.	85

III- 1153 Penser aux utilisateurs étrangers à la commune en développant une bonne signalétique du complexe.....	85
III- 116 Améliorer la sécurité en ville	85
III- 1161 Prendre en compte la future liaison RD 301/RD 70	85
III-12 Le territoire économique.....	86
III- 121 Un développement économique durable et maîtrisé.....	86
III- 1211 Réaliser une zone d'activités commerciale et artisanale	86
III- 1212 Prévoir que ce site d'implantation puisse accueillir d'éventuelles activités trop nuisantes (pollution sonore, olfactive,...) pour être admises au sein du tissu bâti actuel et futur.....	86
III- 122 Dynamiser, autour de l'existant, l'économie communale	87
III- 1221 Développer l'emploi dans la commune	87
III- 1222 Dynamiser le commerce et l'économie communale	87
III- 123 Une extension mesurée de la carrière.....	87
III- 1231 Maîtriser le développement de la carrière.	87
III- 1232 Maintenir la zone tampon réglementaire entre le site de la carrière et la zone habitée.....	87
III- 1233 Prévoir une extension de faible densité des quartiers d'habitation à proximité de la carrière....	87
III- 1234 Veiller au respect des règles de sécurité d'exploitation du site et à la réhabilitation progressive des zones exploitées.....	88
III- 1235 Considérer très en amont l'avenir de la carrière après sa fermeture.....	88
III- 124 Développer les potentialités touristiques.....	88
III- 1241 Protéger le patrimoine historique, architectural et paysager.....	88
III- 1242 Développer des activités liées à l'eau aux abords de la Clarence.....	88
III- 1243 Protéger et diversifier, si nécessaire, les équipements sportifs et de loisirs.....	88
III-13 La Vallée de la Clarence.....	89
III- 131 Protéger.....	89
III- 1311 Protéger les abords et le fond de vallée de la Clarence.	89
III- 1312 Interdire toute nouvelle construction dans la zone à risque fort d'inondation en cours de définition dans le Plan de Prévention des Risques d'inondations	89
III- 1313 Protéger les sentiers de randonnée et les autres cheminements de promenade	89
III- 1314 Limiter les nuisances existantes et futures	89
III- 132 Valoriser.....	89
III- 1321 Développer des activités ludiques et les potentialités touristiques et de loisirs liées à l'eau.....	89
III- 1322 Mettre en valeur les abords et le fond de vallée de la Clarence.....	90
III- 1323 Prévoir la création de nouveaux cheminements piétons	90
III-14 La zone naturelle, agricole et forestière	90
III- 141 Protéger et mettre en valeur l'environnement	90
III- 1411 Protéger les chemins de randonnée existants et potentiels.....	90
III- 1412 Protéger les espaces forestiers et leurs lisières.	90
III- 1413 Ne pas développer l'activité d'extraction de l'ancienne carrière de marne, rue d'Aumerval	91
III- 1414 Prévoir les conditions et les dispositions nécessaires à une gestion adéquate des eaux pluviales (implantation de bassins de tamponnement ou de rétention, mesures alternatives de gestion des eaux). .	91
III- 142 Développer les potentialités touristiques.....	91
III- 143 Protéger et permettre le développement des activités agricoles	92
III- 1431 Prendre en compte les périmètres de protection des exploitations pratiquant l'élevage.	93
III- 1432 Protéger totalement l'espace agricole	93
III- 2- La traduction des orientations d'aménagement inscrits au Projet d'Aménagement et de développement durable dans le règlement et ses documents graphiques.....	94
III-21 Les zones urbaines mixtes (UA et UB).....	95
III –211 Les principaux objectifs d'aménagement	95
III –212 Les principales caractéristiques réglementaires	95
III –213 La transcription aux documents graphiques.....	101
III-2131 Le zonage.	101
III-2132 Les emplacements réservés.....	103
III-2133 Les autres indications reportées aux annexes.	103

III-22 La zone à urbaniser à court et moyen terme (1AUa)	108
III –221 Les principaux objectifs d'aménagement	108
III –222 Les principales caractéristiques réglementaires	108
III –223 La transcription aux documents graphiques	110
III-2231 Le zonage.....	110
III-2232 Les Schémas de principe.....	112
III-23 La zone à urbaniser spécifique à vocation d'activité (1AUb).....	116
III –231 Les principaux objectifs d'aménagement	116
III –232 Les principales caractéristiques réglementaires	116
III-233 La transcription aux documents graphiques.....	118
III-2331 Le zonage.....	118
III-24 La zone spécifique à vocation d'activité à urbaniser à long terme (2AUb).....	121
III –241 Les principaux objectifs d'aménagement	121
III –242 Les principales caractéristiques réglementaires	121
III-243 La transcription aux documents graphiques.....	122
III-2431 Le zonage.....	122
III-25 Les zones agricoles (A)	125
III –251 Les principaux objectifs d'aménagement	125
III –252 Les principales caractéristiques réglementaires	125
III-253 La transcription aux documents graphiques.....	125
III-2531 Le zonage.....	125
III-26 Les zones naturelles (N).....	129
III –261 Les principaux objectifs d'aménagement	129
III –262 Les principales caractéristiques réglementaires	129
III-263 La transcription aux documents graphiques.....	131
III-2631 Le zonage.....	131
III-2632 Les autres indications reportées aux annexes.....	132
III-27 Principaux changements réglementaires.....	135
III-271. Les zones urbaines mixtes UA et UB (U, UI et NB du POS opposable).....	135
III-272. La zone à urbaniser mixte 1 AUa (30 NA du POS).....	138
III-273. La zone à urbaniser spécifique 1AUb (20 NA du POS).....	138
III-274. La zone agricole A (NC du POS opposable).....	139
III-275. La zone naturelle N, Ns et Nc (ND, NDa et 20 NC du POS opposable).....	141
III-28 Superficie des zones	135
III- 3- L'application des lois et l'incidence des orientations du plan sur l'environnement.....	146
III-31 Prise en compte de la Loi d'Orientation Agricole.....	146
III-32 Incidences sur l'environnement et prise en compte de sa protection et de sa mise en valeur.....	147
III-33 Préserver le paysage bâti et le cadre de vie urbain	148
III- 331 Un tissu urbain homogène	148
III- 332 Une circulation fluide	149
III- 333 Limiter les problèmes de voisinage	149
III- 334 Le patrimoine architectural remarquable	149
III- 335 Prise en compte de la qualité des entrées de ville.....	150
III-34 Préserver la qualité des eaux souterraines.....	150
III-35 Prévenir les risques naturels prévisibles et les risques technologiques.....	151
III-351 Prévenir les risques d'inondations.....	151
III-352 Préserver la ressource en eau.....	151
III-353 Limiter les risques induits par la circulation.....	152
III-354 Prendre en compte le bruit généré par les infrastructures de transport terrestre	152
III-355 Prendre en compte la collecte et le traitement des déchets	153
III-356 Prendre en compte la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996....	153
III-357 Prendre en compte les servitudes d'utilité publique	153
III-35 Le SCOT	154

III- 4- Les actions d'accompagnement.....	155
III -41 Les implications financières	155
III -42 L'amélioration du paysage urbain	155
III -43 -La protection et la conservation du paysage naturel et du caractère rural de la commune	156
III -44 -La protection de la qualité des eaux souterraines	156
III- 441 Un assainissement de qualité	156
III- 442 Limiter les autres formes de pollution	157
III -45 -Les infrastructures	157
III -46 -La lutte contre les nuisances	157
III -47 -La prise en compte de l'environnement	158
III -471 -La protection des espaces naturels	158
III -472 -Les Boisements	158

PRÉAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme s'inscrit dans le cadre des documents d'urbanisme prévus par la loi Solidarité Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application du 01 avril 2001.

La commune de Pernes en Artois dispose d'un POS approuvé le 27 février 1991

Compte tenu des dispositions offertes par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée par la loi du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, le Département, la Région et l'État, le conseil municipal a décidé dans sa séance du 18 juin 1999 de prescrire la révision du Plan d'occupation des sols.

Les études se sont engagées en conformité avec la loi d'Orientation foncière du 30 décembre 1967. Suite à la parution de la Loi SRU du 13 décembre 2000, les études ont été menées conformément à la Loi Solidarité Renouvellement Urbain.

Les études ont été confiées au cabinet « Etudes et Cartographie. »

La conduite des opérations a été confiée à la Direction Départementale de l'Équipement.

PREMIERE PARTIE

DIAGNOSTIC

I-1 Le site et la situation

I-11 La situation

Pernes en Artois est un bourg-centre de l'Artois-Ternois situé à 40 km au sud de Saint-Omer, à 38 km au nord-ouest d'Arras et à 20 km à l'ouest de Béthune. Le territoire communal est limitrophe des communes de Pressy, Marest, Camblain Châtelain, Floringhem, Sachin et Aumerval.

La commune de Pernes-en-Artois est groupée le long du coteau nord de la vallée de la Clarence.

Le Pernois est un territoire de transition. Il se localise au carrefour du Ternois, territoire agricole et de l'ancien bassin minier plus à l'est. Il se situe à la limite septentrionale des plateaux artésiens et picards bordés par les collines d'Artois qui plongent brusquement sur une étroite zone ondulée précédant les plaines plates et marécageuses de la Flandres. Le territoire communal est traversé d'est en ouest par la Clarence.

Pernes en Artois est bien desservi par les voies de communications. La gare de Camblain Châtelain bordant le sud-est du territoire communal permet de se rendre en train vers Lille, Béthune, St Pol sur Ternoise et Boulogne sur Mer. La commune se situe au carrefour de deux axes routiers, la RD 916 et la RD 70 :

La RD 916, reliant Saint-Pol sur Ternoise à Lillers, traverse la ville du nord au sud en passant par le centre-bourg de Pernes.

La RD 70 joignant Anvin à Chocques, coupe la commune d'ouest en est.

La RD 90 se connectant à la RD 916 à proximité du cœur du bourg permet de relier Pernes à Aumerval.

Le sud du territoire est jouxté par la RN 39 reliant St Pol sur Ternoise à Arras et Montreuil.

Le nord est du territoire est bordé par la RD 341 assurant la liaison entre Arras et Théroutanne puis plus au nord par l'autoroute A26. L'échangeur autoroutier est situé sur le territoire communal de Lillers, au nord de Pernes en artois.

De plus, la commune est concernée par un projet de prolongement de la rocade minière jusqu'au sud du territoire communal pour rattraper la RD 916 vers St Pol.

Le territoire communal, de 458 ha, est essentiellement dominé par l'espace agricole s'étirant à perte de vue autour du bourg groupé à proximité de l'ancienne motte féodale et le long des axes de communications structurants : la RD 916 et RD 70.

I-12 Le site

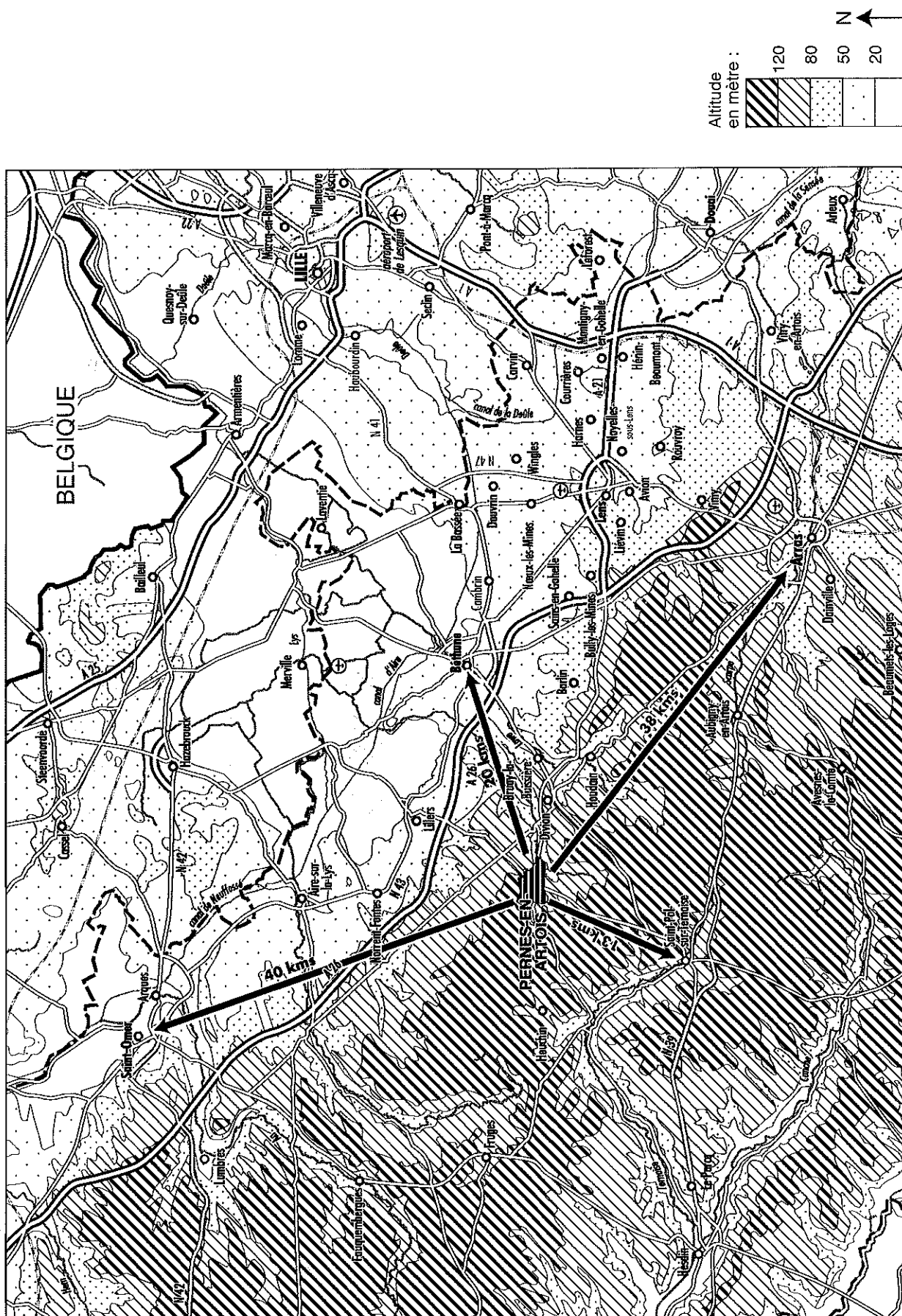
La topographie particulière du site a initié l'étirement du tissu bâti au pied de coteaux en dehors des zones humides. Le cœur du bourg s'est structuré en fonction des éléments naturels contraignant l'urbanisation : le relief et les zones humides bordant la Clarence.

L'actuel centre bourg est donc situé à proximité de la motte féodale au nord du carrefour de la RD 916 et de la RD 70. L'extension urbaine s'est localisée préférentiellement le long de ces voies structurantes. L'essentiel de l'urbanisation récente, sous forme d'habitat pavillonnaire et groupé s'est réalisé au nord du bourg centre et de ses faubourgs, comblant les interstices du tissu urbain dont le développement s'était principalement réalisé de manière linéaire le long des routes départementales.

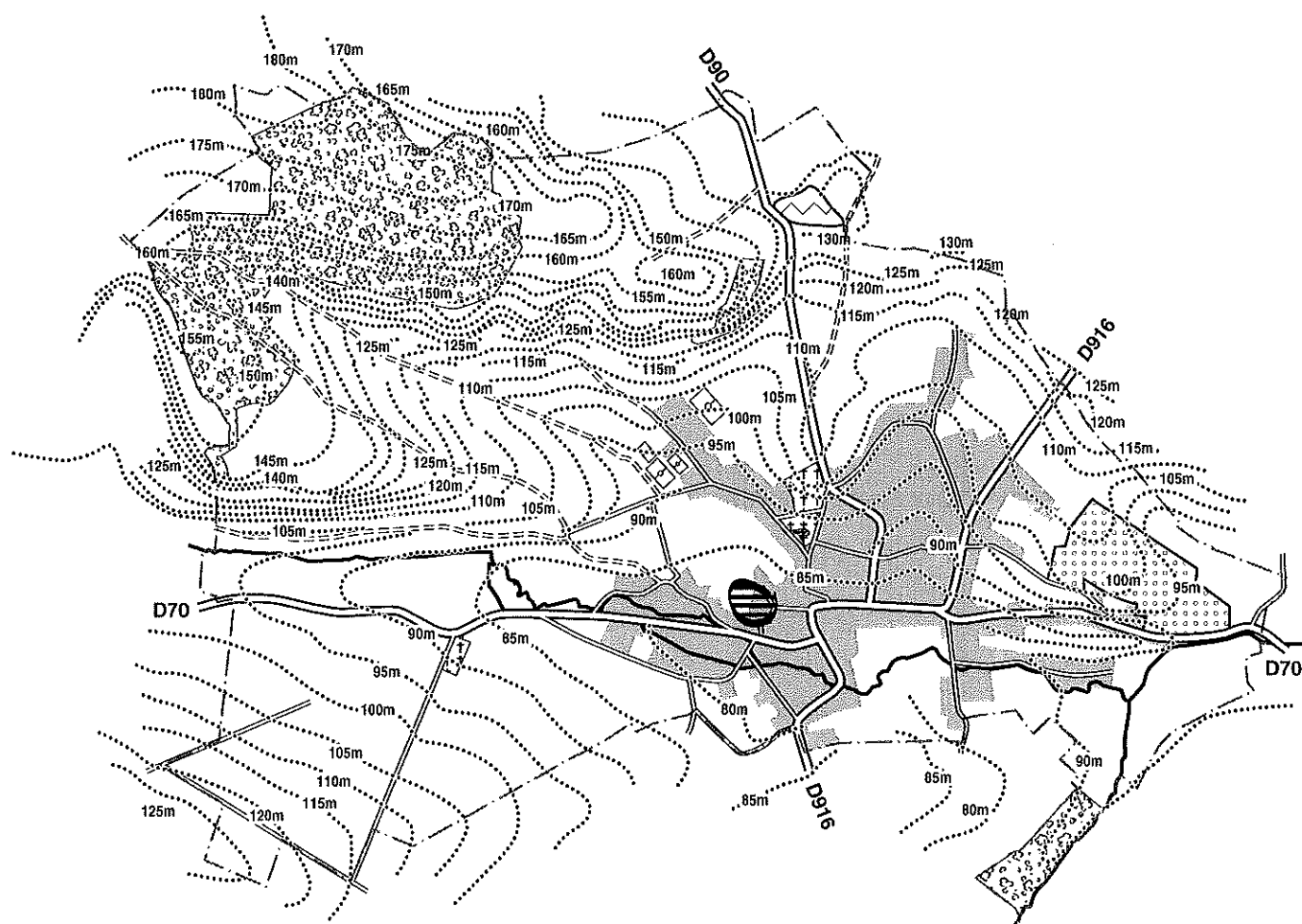
Les éléments ayant structuré le développement de la ville sont principalement le relief et l'eau. De vastes étendus de culture prédominent surtout au niveau du plateau et ménage des perspectives sur l'entrée du bourg.

Le bois de la ville situé au nord-ouest du territoire communal domine le profil du bourg. On y trouve le point culminant de la commune (plus de 175 mètres). Le point d'altitude le plus bas du bourg se situe à 71 mètres dans la vallée de la Clarence à l'est du territoire communal (entrée de ville à partir de la RD 70).









Pernes-en-Artois : Situation



Pernes-en-Artois : Site



Légende :

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  zone urbanisée |  Carrière de grès |
|  zone agricole |  Ancienne carrière |
|  boisement |  Ancienne motte féodale |
|  courbes de niveau |  La Clarence |



Echelle 1/20 000

I-13 Le contexte administratif

Située dans l'arrondissement d'Arras, la commune relève du canton de Heuchin. Pernes en Artois s'inscrit dans le contrat de développement rural des Hauts du Ternois approuvé le 12 février 1999, dont les lignes d'action préconisent la sauvegarde du patrimoine (public et privé), la préservation ou l'amélioration du cadre de vie (architectural et paysager), le développement du tourisme et la préservation de l'identité du territoire.

I-14 Les structures intercommunales

La commune adhère :

- √ A la Communauté de Communes du Pernois composée de 18 communes (Aumerval, Bailleul-les-Pernes, Bours, Conteville en Ternois, Floringhem, Fontaine-les-Hermans, Hestrus, Huclier, Marest, Nedon, Nedonchel, Pernes, Pressy, Sachin, Sains les Pernes, Tangry, La Thieuloye, Valhuon).

Les compétences de cette communauté sont :

- *le développement économique,*
- *l'aménagement de l'espace,*
- *le tourisme, sport, loisirs et culture,*
- *l'environnement,*
- *les services à la population*

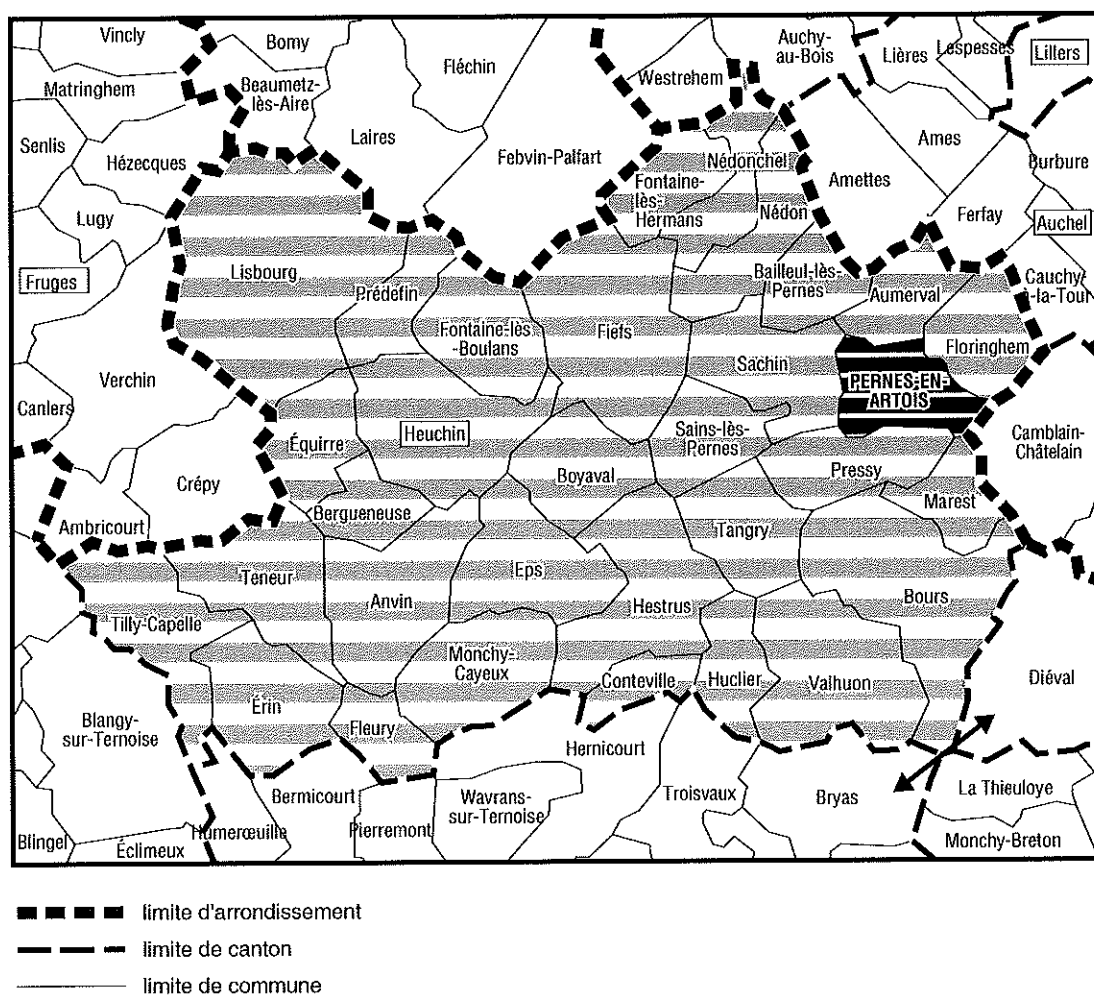
- √ Au Syndicat Intercommunal de la Région de Pernes composé de 31 communes (les communes de la communauté de commune du Pernois et Bergueneuse, Berles Monchel, Boyaval, Eps, Erin, Equirre, Fiefs, Fontaines les Boulans, Heuchin, Lisbourg, Predefin, Teneur, Tincques)

Les compétences de cette communauté sont :

- *la réhabilitation de la décharge*
- *la défense incendie (collecte et reversement au SDIS des participations des communes)*
- *espaces verts (prochainement supprimée car cette compétence est exercée par la Communauté de Communes de Pernes)*

- √ Au Syndicat Mixte du Ternois ayant pour compétence le ramassage et le traitement des ordures ménagères
- √ Au Syndicat des Eaux Pernes – Floringhem ayant pour compétence la distribution et la gestion de l'eau potable
- √ Au Syndicat Intercommunal pour le Contrat de Rivière de la Clarence et ses Affluents
- √ Au Syndicat mixte pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Lys

Pernes-en-Artois : Situation administrative



[illegible]

Communauté de Communes du pernois

Syndicat intercommunal de la région de Pernes

I-2 Les caractéristiques socio-démographiques

I-21 La population

I-211 Reprise de la croissance démographique depuis 1982

Population totale sans double compte

1962	1968	1975	1982	1990	1999
1735	1696	1653	1516	1536	1628

source : INSEE

Variation de la population totale

Variation	62-68	68-75	75-82	82-90	90-99
absolue	-39	-43	-137	+20	+92
relative	-2,25%	-2,54%	-8,29%	+1,32%	+5,99%
Pas-de-Calais		+0,37%	+0,72%	+1,47%	+0,58%

source: INSEE

Durant la période 1962-1999, la population municipale a perdu 107 habitants. Cette évolution de la population peut être scindée en deux périodes : une baisse croissante de la population entre 1962 et 1982 avec une perte de 219 habitants, puis une augmentation depuis 1982, notamment dans la dernière période censitaire 1990-1999 avec un gain de 92 habitants.

Cette évolution entre 1990 et 1999 est liée à la réalisation d'opérations de logements (lotissements et logements collectifs) attirant nombre de foyer sur la commune.

I-212 Une population en voie de vieillissement

Excédent naturel

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Naissances	161	177	180	182	210
Décès	108	111	135	155	146

source : INSEE

Variation

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
absolue	53	66	45	27	64
relative	+3,1%	+3,90%	+2,72%	+1,78%	+4,17%
Pas-de-Calais	?	+5,38%	+3,61%	+4,55%	+3,48%

source : INSEE

Les variations du solde naturel ne s'affichent pas comme le facteur explicatif majeur de l'augmentation importante de la population entre 1990 et 1999. En effet, le solde naturel est resté positif en période de croissance comme de régression de la population.

L'évolution de la population entre 1982 et 1990 est directement liée à la transition d'un solde migratoire de valeur fortement négative jusqu'en 1982 à positive en 1999 (+28). A partir de 1990, la commune de Pernes en Artois retrouve son caractère attractif en affichant un nombre de personnes emménageant dans la commune supérieur au nombre de personnes allant résider dans une autre commune.

taux de	Pernes			Pas-de-Calais		
	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1975-1982	1982-1990	1990-1999
natalité	16,1‰	14,9‰	14,8‰	16,1‰	16,0‰	13,5‰
mortalité	12,0‰	12,7‰	10,3‰	10,9‰	10,3‰	9,6‰

source : INSEE

Le taux de natalité après avoir subi une forte régression entre les périodes 1975-1982 et 1983-1990, se stabilise lors de la période 1990-1999 et s'affirme alors supérieur à la moyenne départementale.

Cette chute du taux de natalité en 1990, contribuant au vieillissement de la population, s'explique par le solde migratoire négatif jusqu'en 1990 : la commune accueillait moins de jeunes couples en âge d'avoir des enfants. Entre 1990 et 1999, le solde migratoire est passé à des valeurs positives. L'arrivée de migrants sur Pernes, se composant de jeunes couples accompagnés de leurs enfants, contribue à un rajeunissement de la population communale et par conséquent à une stabilisation du taux de natalité entre 1990 et 1999.

Structure par âge (population totale)

Classe d'âge	1975		1982		1990		1999		évolution 1975-1999	Pas de Calais 1999
	total	%	total	%	total	%	total	%		
0-14	365	22,1	315	20,7	319	20,8	326	20,0	-38,1%	19,9
15-19	175	10,6	119	7,8	135	8,8	108	6,6	-38,3%	7,9
20-39	381	23	403	26,5	419	27,3	410	25,2	+7,6%	27,5
40-59	392	23,7	341	22,5	284	18,5	340	20,9	-13,3%	24,7
60 et +	340	20,6	340	22,4	379	24,7	443	27,2	+30,3%	19,9

source: INSEE

Globalement, entre 1975 et 1999, la part des 0-19 ans n'a cessé de diminuer (- 38,1%). Par contre, sur la même période, celle des «60 ans et plus» apparaît en constante évolution (+30,3%).

En 1999, la proportion de la population âgée d'au moins de 60 ans est légèrement plus élevée que celle des moins de 20 ans et s'affirme largement supérieure à la moyenne départementale. Le vieillissement de la population est lié aux départs massifs de population jusqu'en 1990.

I-213 Un solde migratoire positif depuis 1990

Solde migratoire

variation	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
absolue	-92	-109	-182	-7	+28
relative	-5,3%	-4,43%	-11,01%	-0,46%	+1,82%
Pas de Calais		-5,01%	-2,89%	-3,08%	-2,89%

source : INSEE

Le solde migratoire correspond à l'augmentation de population diminuée de l'excédent naturel. Entre 1975 et 1990, en dépit de l'attractivité de la commune ne cessant d'accueillir de nouveaux habitants, le solde migratoire de la commune reste négatif. Puis, entre 1990 et 1999, la tendance s'est inversée. Le solde est passé à des valeurs positives entraînant une augmentation de la population. Ceci est lié à la réalisation durant cette période, d'une opération de lotissement et de logements collectifs permettant d'attirer la population.

Migrants

	migrants		dont actifs		
	total	migrants/ pop totale	total	% de la pop. active totale	% des mi- grants
1975	371	22,4%	123	7,4%	33,2%
1982	311	20,5%	128	8,4%	41,2%
1990	494	32,2%	200	13,0%	40,5%
1999	530	33,8%	204	35,6%	38,5%

source : INSEE

Répartition de la population par classes d'âge en 1999

Classe d'âge	Population totale/classe d'âge		Population immigrants		Population immigrants/ Population totale	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
0 - 14 ans	20,8%	20,0%	29,4%	28,3%	45,5%	46,0%
15 - 24 ans	14,8%	12,2%	16,4%	10,2%	35,5%	27,1%
25 - 29 ans	7,1%	6,1%	12,1%	10,8%	55,0%	57,6%
30 - 39 ans	14,1%	13,5%	20,0%	20,9%	45,6%	50,5%
40 - 59 ans	18,5%	20,9%	12,3%	13,2%	21,5%	20,6%
60 ans et +	24,7%	27,2%	9,7%	16,6%	12,7%	19,9%

En 1999, à Pernes, les migrants représentent près d'un tiers de la population et 38,5% des actifs de la commune. Ces nouveaux résidents sont des couples âgés de 25 à 39 ans (31,7% des nouveaux résidents) accompagnés de leurs enfants de moins de 14 ans (28,3% des nouveaux résidents).

I- 22 La population active

Taux d'activité de la population de plus de 20 ans et de moins de 60 ans

Taux d'activité des 20-59 ans	Pernes								PdC
	1975		1982		1990		1999		1999
	total	%	total	%	total	%	total	%	%
total	462	30,4%	488	65,6%	481	68,4%	562	74,9%	75,9
hommes	303	80,8%	299	81,5%	287	83,9%	331	88,5%	87,0
femmes	159	39,9%	189	50,1%	194	53,7%	231	61,4%	64,8

source: INSEE

Les taux d'activité féminin comme masculin sont en pleine croissance depuis 1975. Le taux d'activité féminin reste cependant légèrement en dessous de la moyenne départementale alors que le taux d'activité masculin y est supérieur.

Population active ayant un emploi

	total	H	F	travaillant dans					Salariés	
				la même commune	département	autre département				
1975	518	342	176	285	55,0%	209	24	4,6%	382	73,7%
1982	474	305	169	238	50,2%	204	32	6,8%	365	77,0%
1990	447	276	171	181	40,5%	231	35	7,8%	371	83,0%
1999	486	307	179	151	31,1%	308	27	5,6%	417	85,8%
Pas de Calais 1999				32,0 %	54,1%	13,8 %				87,2 %

Source : INSEE

La part des actifs résidant et travaillant dans la même commune ne cesse de diminuer depuis 1975 (55,0% en 1975 contre 31,1% en 1999). Néanmoins, la part d'actifs habitant et travaillant sur la commune reste conséquente puisque qu'elle concerne près d'un tiers des actifs ayant un emploi.

Cette régression résulte du nombre de migrants s'installant sur Pernes et ayant déjà emploi sur une autre commune. Cette résidentialisation de la commune entraîne une évolution des migrations pendulaires domicile-travail.

Pourcentage d'actifs travaillant en 1999 dans :

	Pernes	Pas-de-Calais
une même zone d'emploi	24,5%	42,8%

source: INSEE

Bien que Pernes dépende de la zone d'emploi d'Artois-Ternois, les actifs de Pernes vont exercer leur profession dans une autre zone d'emploi. Ceci est à lier à la situation de Pernes localisée à proximité de l'agglomération de Béthune (20 kilomètres entre Béthune et Pernes en Artois) qui ne correspond pas à la même zone d'emploi.

zone d'emploi
limite départementale
limite de canton
limite d'arrondissement
limite de commune

Ces déplacements domicile-travail pour les actifs ayant un emploi à l'extérieur de la commune impliquent l'usage de véhicules motorisés.

Modes de transport des Déplacements pendulaires en 1999

Moyen de transport	Travaillant dans la commune		Travaillant hors de la commune	
Aucun	42	27,8%	0	0
Marche à pied	47	31,1%	3	0,9%
Uniquement 2 roues	3	2,0%	15	4,5%
Uniquement voiture particulière	48	31,8%	295	88,0%
Uniquement transports en commun	1	0,7%	10	3,0%
Plusieurs	10	6,6%	12	3,6%

source : INSEE

L'absence de déplacements domicile-travail pour les actifs travaillant dans Pernes utilisant comme moyen de transport uniquement les transports en commun s'explique par la quasi-inexistence d'un réseau de transport en commun.

D'autre part, la part des actifs Pernois travaillant dans la commune et utilisant comme moyen de transport la voiture particulière est assez importante (près de 32%).

I- 23 L'emploi dans la commune

Liste des entreprises de plus de 5 salariés recensées par la CCI

<i>raison sociale</i>	<i>activité</i>	<i>effectif</i>
Bocquet SHOPI	Exploitation de tous fonds de commerce de supérette	9
Mr Decasteker Guy	Boulangerie Pâtisserie	6
Delta Santé	Officine de Pharmacie	7
Établissement Jacques Hermant	Commerce de bestiaux	5
Garage Tharel Duwat	Vente de voitures neuves ou d'occasion matériels agricoles	13
Grès de Pernes	Extraction de pierres pour la construction	13
Jean Claude Barbier	Exploitation entreprise de charpente cou- verture	5
Les verrières	Accueil des personnes âgées	32
Ambulances Lesur	Ambulance/Transports de person- nes/Transports sanitaires	6
<i>Effectif total des 10 entreprises de plus de 5 salariés</i>		<i>96</i>

Source : CCI – 18/05/2000

L'activité ayant l'effectif le plus important au sein de la commune correspond à la maison de retraite « Les Verrières » au nord ouest du bourg (32 salariés).

La carrière de grès est exploitée à l'extrémité est du territoire, il s'agit d'extraction de pierre et de granulats.

La supérette *Shopi* se situe actuellement au cœur du centre-bourg avec de nombreux commerces et services de moins de 5 salariés concentré autour de la place centrale.

Population active par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1990

CSP	ensemble		hommes		femmes		actifs ayant un emploi	
Agriculteurs exploitants	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	44	8,7%	24	8,2%	20	9,4%	44	100,0%
Cadre, professions intermé- diaire supérieures	32	6,3%	20	6,8%	12	5,7%	32	100,0%
Professions intermédiaires	76	15,1%	36	12,3%	40	18,9%	76	100,0%
Employés	148	29,4%	32	11,0%	116	54,7%	116	78,4%
Ouvriers	204	40,5%	180	61,6%	24	11,3%	168	82,4%
Total	504	100,0%	292	100,0%	212	100,0%	436	86,5%

source : INSEE-recensement au 1/4

En 1999, la population active est principalement composée d'ouvriers (40,5%) et d'employés (29,4%).

Taux de chômage

	total	taux	hommes	taux	femmes	taux
1975	20	4,3%	5	1,7%	15	9,4%
1982	63	12,9%	21	7,0%	42	22,2%
1990	73	15,2%	30	10,5%	43	22,2%
1999	90	15,6%	31	9,2%	59	24,8%
Pas de Calais		17,80%		14,76%		21,97%

source: INSEE

Après une brusque augmentation entre 1975 et 1982, le taux de chômage tend à se stabiliser depuis 1990 et s'affirme en 1999 légèrement inférieur à la moyenne départementale (15,6% en 1999 pour une moyenne de 17,8% sur l'ensemble du département). En 1999, le taux de chômage féminin reste plus important que celui des hommes et de la moyenne départementale. Il touche principalement les femmes âgées de 25 à 49 ans (63,8%).

Répartition des chômeurs par sexe et âge en 1996

	Pernes						Pas de Calais		
	total		hommes		femmes		total	hommes	femmes
15-24 ans	35	38,9%	18	41,9%	17	36,2%	30,3%	28,4%	32,4%
25-49 ans	54	60,0%	24	55,8%	30	63,8%	61,7%	62,7%	60,5%
≥ 50 ans	1	1,1%	1	2,3%	0	0	8,1%	8,9%	7,1%
Total	306		159		147				

source: INSEE

Foyers fiscaux

	1989		1996	
	Pernes	Pas de Calais	Pernes	Pas de Calais
nombre total de foyers fiscaux	696	?	784	?
revenus nets imposables moyens	66 629	63 297	75 831	74 123
foyers fiscaux non imposés	470 (67,5%)	61,3%	524 (66,8%)	62,3%
revenus nets imposables moyens	36 254	35 374	41 786	40 246
foyers fiscaux imposés	226	38,7%	260	37,7%
revenus nets imposables moyens	129 799	107 532	144 445	130 163

source: Direction Générale des Impôts

Les professions les mieux rémunérées restent peu représentées dans la commune. Ceci explique qu'en 1996, près de deux tiers (66,8%) des foyers fiscaux n'étaient pas imposable. Le revenu moyen des foyers est marqué par de grandes disparités : 41 786 francs pour un foyer non imposé contre 144 445 francs pour un foyer imposé, soit plus du triple. Néanmoins, on peut noter une légère baisse de la proportion des foyers fiscaux non imposés entre 1989 et 1996, indiquant un meilleur équilibre social.

I-3 Le logement

I-31 Evolution du parc de logements

Structure du parc

logements	1968	1975	1982	1990	1999
résidences principales	482	517	530	577	585
logements vacants	37	34	45	86	41
Résidences secondaires	4	12	17	23	18
total	523	563	592	686	644

Source : INSEE

Évolution du parc

	68-75	75-82	82-90	90-99
résidences principales	35	13	47	8
logements vacants	-3	11	41	-45
Résidences secondaires	8	5	6	-5
total	40	29	94	-42

source: INSEE

Evolution du nombre des résidences principales de 1968 à 1999 :

- 1968-1975 : + 35 résidences principales supplémentaires
- 1975-1982 : + 13 résidences principales supplémentaires
- 1982-1990 : + 47 résidences principales supplémentaires
- 1990-1999 : + 8 résidences principales supplémentaires

Entre 1968 et 1999, 103 résidences principales supplémentaires ont été réalisées. Le nombre de logements des résidences principales connaît une nette évolution positive depuis 1968, notamment entre 1982 et 1990. L'évolution du parc de logement est marquée par la forte résorption des logements vacants, d'où une évolution négative du parc de logement en valeur absolue (- 42).

Taux de vacance :

	1990	1999
Pernes	12,54%	6,36%
Pas de Calais	6,3 %	4,48%

source : INSEE

La part des logements vacants diminue de près de 50% entre 1990 et 1999. Le taux de logements vacants est de 6,36% en 1999, ce qui est représentatif d'un marché immobilier équilibré où la pression foncière n'est pas trop élevée. Ce renouvellement des logements vacants est un des phénomènes explicatifs de la forte évolution de la population entre 1990 et 1999.

I-32 Les caractéristiques des logements

Nombre moyen d'occupant des résidences principales

	1968	1975	1982	1990	1999
Pernes	3,5	3,2	2,9	2,7	2,7
Pas de Calais	3,4	3,2	3,0	2,8	2,7

source : INSEE

Bien que le nombre d'habitants et de logements augmente depuis 1982, le nombre moyen d'occupant des résidences diminue depuis 1968, conséquence de l'évolution du mode de vie des ménages et du vieillissement de la population. Cette régression est un phénomène également constaté à l'échelle du département.

Evolution de la composition des ménages de 1982 à 1999

Année	Total des ménages	Ménage de ... personnes									
		1	%	2	%	3	%	4	%	5,6 et +	%
1982	528	116	22,0	148	28,0	98	18,6	78	14,8	88	16,7
1990	577	151	26,2	170	29,5	96	16,6	87	15,1	73	12,6
1999	583	136	23,3	184	31,6	102	17,5	89	15,3	47	8,1

source : INSEE

La stabilisation du nombre moyen d'occupant par résidences principales depuis 1990 est conséquente à une certaine constance de la proportion des ménages de plus de trois personnes. Seuls les ménages de 5 personnes et plus sont en forte régression entre 1990 et 1999 avec à l'inverse une augmentation des ménages composés d'une seule personne.

Occupation des logements des résidences principales (1990&1999)

	Pernes		Pas-de-Calais
	1990	1999	1999
nombre moyen de personnes par logement	2,66	2,69	2,84
par pièce	0,59	0,60	0,66
nombre de pièces par logement	4,50	4,49	4,30

source : INSEE

Ancienneté des logements (1990&1999)

Logements construits	Pernes		Pas de Calais
	1990	1999	1999
avant 1915	29,2%	26,8%	14,5%
de 1915 à 1948	21,1%	24,1%	24,1%
de 1949 à 1967	18,4%	16,7%	18,8%
de 1968 à 1974	7,9%	9,0%	10,9%
de 1975 à 1981	5,4%	6,5%	13,0%
de 1982 à 1990	18,1%	9,3%	11,0%
de 1991 à 1999	/	7,6%	7,7%

source : INSEE

En 1999, en comparaison des moyennes départementales, le pourcentage de logement datant d'avant 1915 est relativement élevé (26,8% des logements construits à Pernes contre 14,5% dans le Pas de Calais) et le nombre de logements érigés dans les années 1970 est assez modeste (15,5% à Pernes contre près de 24% dans le département). Par contre, entre 1982 et 1999, la proportion de logements construits connaît une nette évolution et se rapproche de la moyenne départementale avec l'arrivée de migrants sur le territoire. Il y a donc corrélation entre l'augmentation de la population et la construction de logements.

Confort des logements des résidences principales (1999)

Logements confortables (norme INSEE):	Pernes	Pas-de-Calais
Avec chauffage central	61,9%	71,1%
Avec ou sans chauffage central	89,5%	91,2%
% de l'ensemble des logements comportant 5 pièces et +	52,5 %	43,3%

source : INSEE

Type d'occupation des logements des résidences principales (1999)

	Pernes	Pas-de-Calais
propriétaires	70%	55,5%
logés gratuitement	5,1%	6,8%
locataires ou sous-locataires	24,9%	37,5%
maison individuelle ou ferme	96,4%	80,1%

source : INSEE

En grande partie propriétaires occupant une maison individuelle assez vaste (52,5% des résidences principales d'au moins 5 pièces), les habitants de la commune ont des logements assez confortables. Un logement confortable selon l'INSEE possède des WC intérieurs ainsi qu'une baignoire ou une douche et le chauffage central. Le nombre de logement manquant de confort (38,1% en 1999) est à mettre en rapport avec les 50,8% de logements construits avant 1948.

Pourcentage de ménages ayant ou non une voiture à Pernes

1999	Nombre total de ménages	Pourcentages de ménages ayant ... voitures		
		0 voiture	1 seule voiture	2 voitures ou +
Pernes	583	25,4 %	52 %	22,6 %
Pas-de-Calais	534305	23,3 %	50,3 %	26,3 %

source : INSEE

La part non négligeable d'habitants ayant un emploi sur la commune et un taux d'activité féminin peu élevé par rapport à la moyenne départemental explique que le phénomène de poly-motorisation des ménages en 1999 est relativement peu important.

Type d'évacuation des eaux usées (1999)

Raccordement au tout à l'égout	53,5%
Fosse septique	33,6%
autres modes d'évacuation des eaux usées	12,9%

source : INSEE

Le principal mode d'évacuation des eaux usées utilisé à Pernes consiste au raccordement au tout à l'égout. La proportion importante de résidents utilisant une fosse septique est à lier à l'ancienneté d'une part importante du parc de logement.

Taille des logements dont les occupants ont emménagé entre 1990 et 1999

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces et plus
nombre d'emménagement	4 (1,9%)	17 (8,0%)	45 (21,1%)	57 (26,8%)	42 (19,7%)	48 (22,5%)

source : INSEE

36,5% des résidences principales sont occupées par des foyers ayant emménagé après 1990. Il s'agit principalement de logements assez vastes (42,3% de 5 pièces et plus) ou de logements répondant à une demande type jeunes ménages (47,9% de 3 à 4 pièces).

Age de la personne de référence occupant le logement suivant sa surface

	< 40 m ²	de 40 à 70 m ²	de 70 à 100 m ²	de 100 à 150 m ²	≥ 150 m ²
15-29 ans	16,7%	40,5%	38,1%	2,4%	2,4%
30-39 ans	8,4%	18,7%	40,2%	27,1%	5,6%
40-49 ans	3,7%	24,8%	38,5%	24,8%	8,3%
50-59 ans	0,0%	22,1%	44,2%	20,8%	13,0%
60-74 ans	0,7%	37,4%	44,2%	12,9%	4,8%
plus de 75 ans	4,0%	47,5%	31,7%	12,9%	4,0%

source : INSEE

En dehors des plus de 75 ans et des moins de 30 ans, quelque soit l'âge de la personne de référence, la typologie privilégiée de logements choisis présente une surface comprise entre 70 et 100 m².

**Rythme de construction annuel : logements autorisés à Pernes en Artois
en individuel pur**

	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00
PLA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	/	/
PAP	1	2	2	2	1	1	2	1	0	1	0	4	3	3	1	0	4	0	1	0	1	0	0	0	/	/
PC et autre	3	1	1	2	4	4	1	2	0	5	1	8	10	4	6	3	2	6	0	4	4	3	3	5	/	/
total	4	3	3	4	5	5	3	3	0	6	1	39	13	7	7	3	6	6	1	4	5	3	3	5	10	5

Source : DRE

Nombre de construction et rythme moyen annuel :

1975 – 1981 : 27 constructions au rythme annuel de 3,9 constructions

1982 – 1989 : 76 constructions au rythme annuel de 9,5 constructions

1990 – 2000 : 51 constructions au rythme annuel de 4,6 constructions

Durant la période 1975 – 2000, 154 constructions ont été réalisées, soit une moyenne de 5,9 constructions l'an. Le rythme de construction après avoir connu une forte évolution entre 1982 et 1989 s'amenuise par la suite. L'évolution positive du nombre de constructions entre 1982 et 1989 est consécutive d'une opération de collectifs (27 logements financés par un PLA) et la création d'un lotissement entre 1986 et 1987.

Le rythme de construction de ces 10 dernières années est de 4,6 logements l'an. A l'exception de 6 logements collectifs réalisés en 1992 et 1998, il s'agit exclusivement d'habitat individuel.

Consommation de terrain entre 1975 et 1997

Année	nombre de logements x superficie moyenne (m ²)			superficie totale consommée (m ²)
	Habitat individuel	Habitat groupé	Habitat collectifs	
1975	4x1014	0	0	4 056
1976	3x2911	0	0	8 733
1977	3x2413	0	0	7 239
1978	4x887	0	0	3 548
1979	5x1404	0	0	7 020
1980	5x1082	0	0	5 410
1981	3x797	0	0	2 391
1982	3x1074	0	0	3 222
1983	0	0	0	0
1984	4x1160	2x6820	0	18 280
1985	1x501	0	0	501
1986	8x536	0	27x289	12 091
1987	11x573	0	0	6 303
1988	6x534	0	0	3 204
1989	6x686	0	0	4 116
1990	2x1183	0	0	2 366
1991	6x934	0	0	5 604
1992	2x496	0	4x282	1 556
1993	1x914	0	0	914
1994	4x682	0	0	2 728
1995	5x1032	0	0	5 160
1996	3x981	0	0	2 943
1997	3x471	0	0	1 413
1998	2x1868	0	0	3 736
total	103 603 (94)	13 640 (2)	8931 (31)	112 534 (127)

Source : DRE

Les constructions occupent des terrains dont la superficie moyenne est largement supérieure à 700 m² (1102 m² en moyenne) concernant l'individuel pur comme groupé. Le logement de type individuel pur représente 77 % des opérations de construction sur la commune entre 1975 et 2000 contre 1% d'individuel groupé et 22 % de collectif.

I - 4 L'occupation des sols**I - 41 L'activité agricole**

Exploitation (nombre)	1979	1988	2000	Variation 1988-2000
Nombre	13	9	4	- 5
S.A.U. (ha)	210	168	153	- 15 ha
Terres labourables (ha)	117	107	/	/
Céréales (ha)	76	64	/	/
Betteraves industrielles	/	/	/	/
S.T.H. (ha)	92	60	59	- 1 ha
fourrage en culture principale	124	92	85	- 7 ha
Pommes de terre (ha)	0	0	0	
Légumes frais (ha)	0	0	0	
Volailles (tête)	269	/	0	/
Cheptel bovin (tête)	234	186	198	+12
Cheptel porcin (tête)	110	/	0	/

Source : R.G.A

(/ : résultat confidentiel non publié)

Depuis 1979, le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de diminuer, notamment entre 1988 et 2000 (- 5). La superficie agricole utilisée après avoir connu une évolution positive jusqu'en 1979 diminue entre 1979 et 1988 (- 42 ha).

En 2000, les exploitations agricoles sont essentiellement tournées vers l'élevage bovin comme nous l'indique les superficies consacrées à la culture toujours en herbe et du fourrage en culture principale représentant 94% de la superficie agricole utilisée. Il faut ajouter à ce constat, la chute de la culture céréalière et la disparition de l'élevage porcin et de volailles.

Taille des exploitations	1970	1979	1988	Evolution 1970-1988
< 5 ha	7	5	3	- 4
de 5 à 10 ha	1	1	0	- 1
de 10 à 20 ha	4	4	4	0
de 20 à 35 ha	4	1	0	- 3
de 35 à 50 ha	/	/	/	/
> 50 ha	/	/	/	/
Total	16	13	9	- 7

Source: R.G.A, recensement agricole DDAF

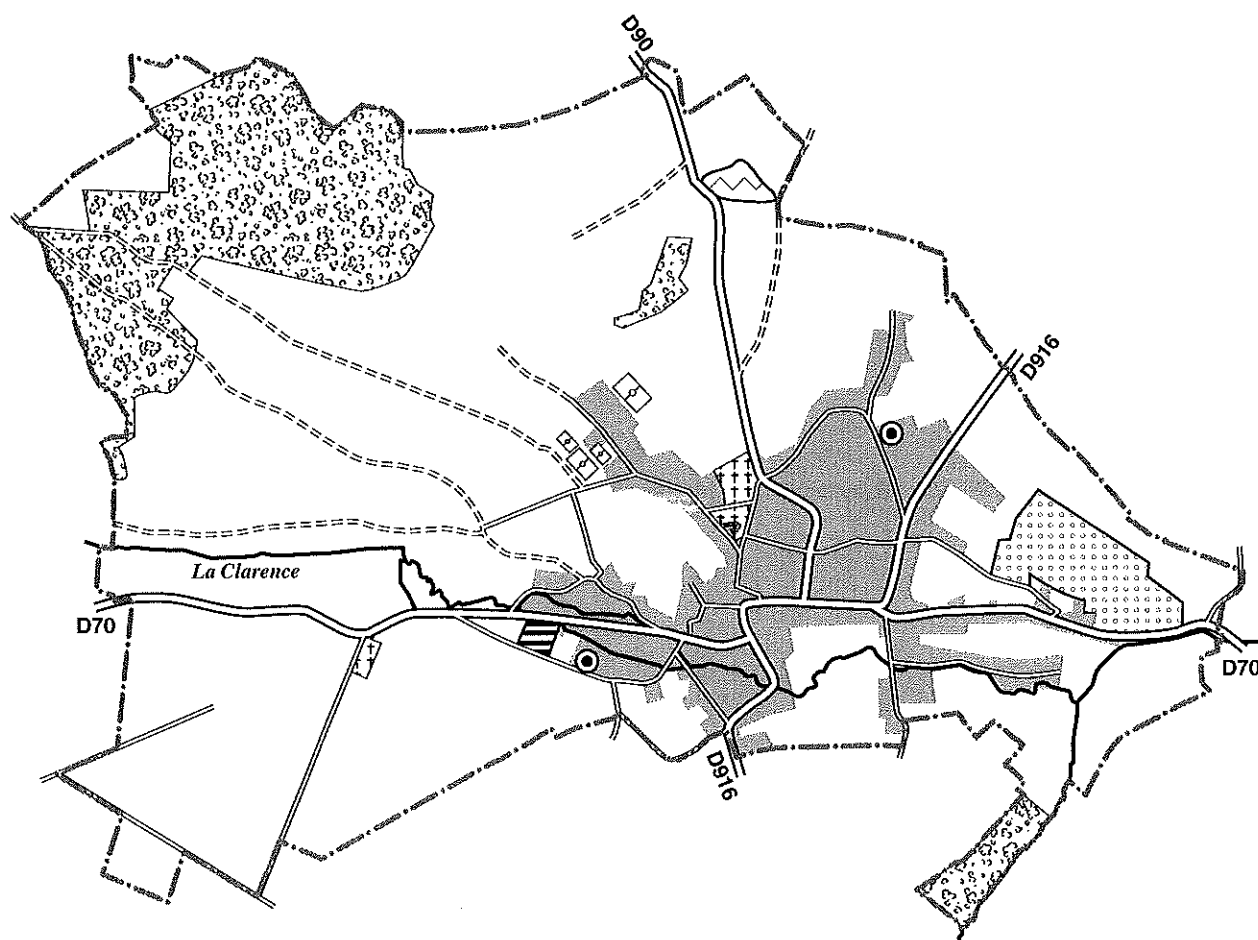
(/ : non renseigné en raison du secret statistique)

Le nombre d'exploitations de moins de 10 ha, ainsi que celles de 20 à 35 ha est en baisse entre 1970 et 1988. Le nombre d'exploitations de 10 à 20 ha reste stable entre 1970 et 1988.








De manière générale, de 1970 à 1988, la superficie des exploitations décroît, passant de 210 ha à 168.

Lors des études du PLU, 2 exploitations agricoles pratiquant l'élevage, ont été recensées sur l'ensemble du territoire communal.

Pernes-en-Artois : Occupation du sol



Légende :

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  zone urbanisée |  Carrière de grès |
|  zone agricole |  Ancienne carrière |
|  boisement |  exploitations agricoles classées |
|  Activités | |



Echelle 1/20 000

I-42 L'urbanisation

I-421 L'évolution urbaine

La ville de Pernes aurait été à ses origines un oppidum Gaulois puis un bourg Romain. Mais, c'est à partir du 9^{ème} Siècle que des faits historiques précis nous permettent de constater l'existence de Pernes. Ce village dépendait en 823 de l'Abbaye de Saint-Riquier. Il fût détruit par les Normands en 881. Par la suite, Pernes semble avoir perdu toutes traces d'histoire jusqu'en 1065.

En raison des nombreuses invasions, prenant appui sur les potentialités défensives d'un site marécageux et alimenté par de nombreuses sources, les constructions défensives se multiplièrent donnant à la ville une dimension de forteresse avec sur la butte l'édification du château féodal du seigneur. Des marchands forains sous la protection du seigneur se rendant au voisinage du château pour vendre leurs marchandises s'installèrent progressivement à proximité constituant le noyau urbain de la ville actuelle.

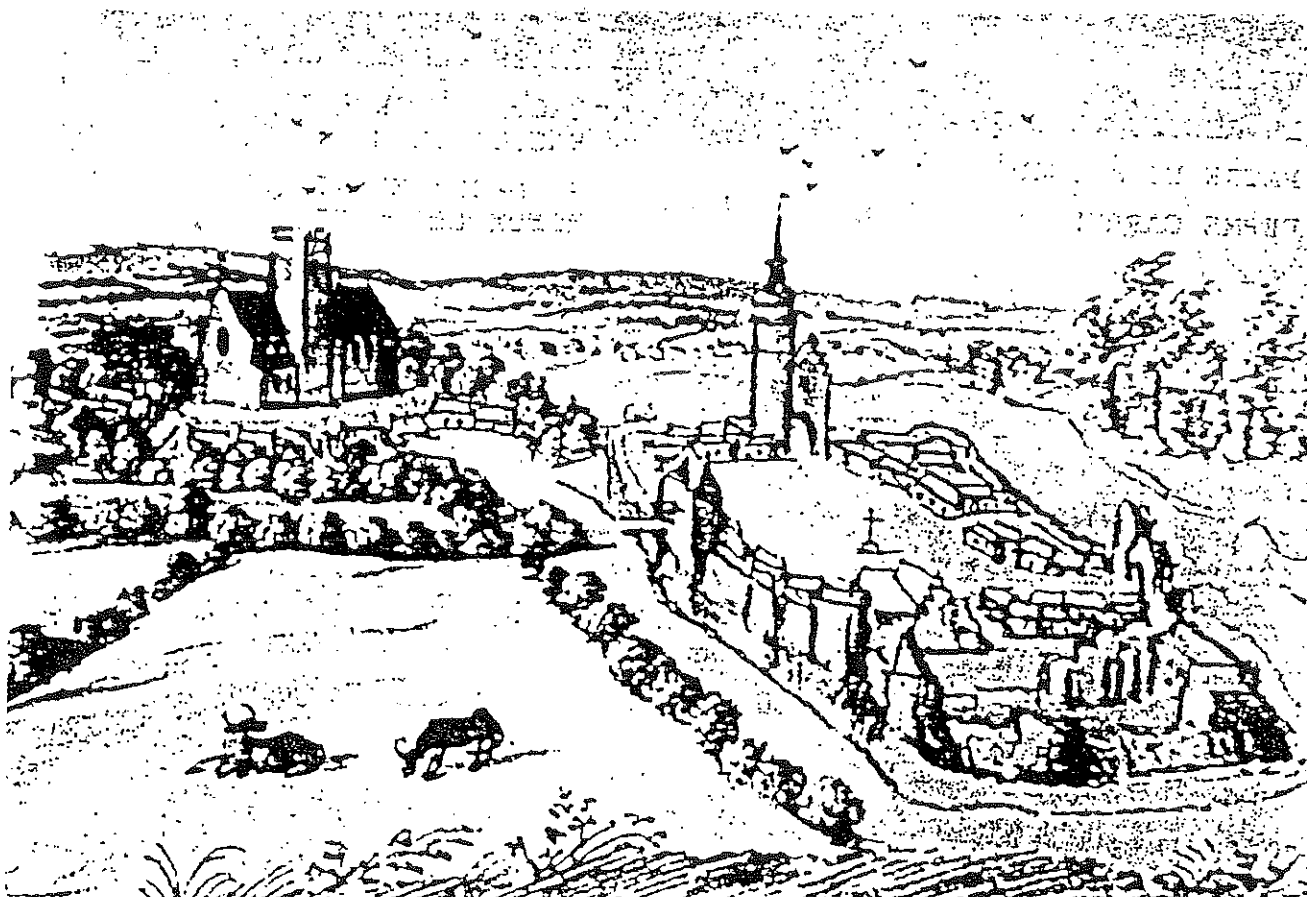
Au 11^{ème} Siècle, suite à la séparation de l'Artois et de la Flandres, ce bourg fortifié devient l'une des sept châtellenies du comté de St Pol. La seigneurie avait le titre de baronnerie et a appartenu aux familles de Bailleul, de Fauquembergue, de Saint-Pol et de Vignacourt. Les activités qui se développèrent au sein de la cité étaient principalement relative à la fonction marchande : marché aux bestiaux et draperies. Le 12^{ème} Siècle vit émerger une bourgeoisie qui très vite chercha à se constituer en commune. Les Chartes communales après que les premières furent brûlées par les anglais en 1369, furent de nouveau obtenues en 1390. Cette lutte entre le seigneur et la bourgeoisie se poursuivit jusqu'à la Révolution, le 18^{ème} siècle marquant une approche plus virulente des conflits.

Le Bourg fût le théâtre de nombreuses guerres et sinistres. Il fut pillé et dévasté à maintes reprises par les Anglais en 1369, par les espagnols en 1553 et en 1638 lors de la Guerre opposant La France et l'Espagne. Les fortifications furent ruinées. La porte de Lillers se voyait encore au 19^{ème} Siècle.

Les premiers travaux de recherche de la houille en Artois eurent lieu à Pernes en 1747 par la société de Villers qui, devant leur insuccès, les abandonna vers 1763. Vers 1830 les recherches reprurent en vain. La structure topographique de Pernes situé au niveau de la faille entre les terrains carbonifères de l'ère quaternaire et les terrains dévonien de l'ère primaire expliquait l'absence de charbon. Par contre, d'autres minerais furent extraits comme le phosphate au niveau du hameau de Blaringhem entre 1880 et 1900 et le «tung», sorte de schiste ayant vu évoluer son extraction d'une méthode artisanale à industrielle.

A partir de la deuxième partie du 19^{ème} Siècle, la commune connut un développement important du fait de son positionnement au carrefour de deux d'activités, avec d'une part la région minière constituant une demande en main d'œuvre et fortement consommatrice des produits de la terre, et d'autre part la région agricole avec un élevage prospère et une polyculture intensive. Cet essor se traduit par un développement des activités commerciales sédentaires et foraines au sein du bourg et des petites industries de type brasseries, tannerie, fabrique de tuiles et de sucre. Cette prospérité se poursuivit avec le développement de l'industrialisation et des moyens de communications jusqu'au début du 20^{ème} Siècle.

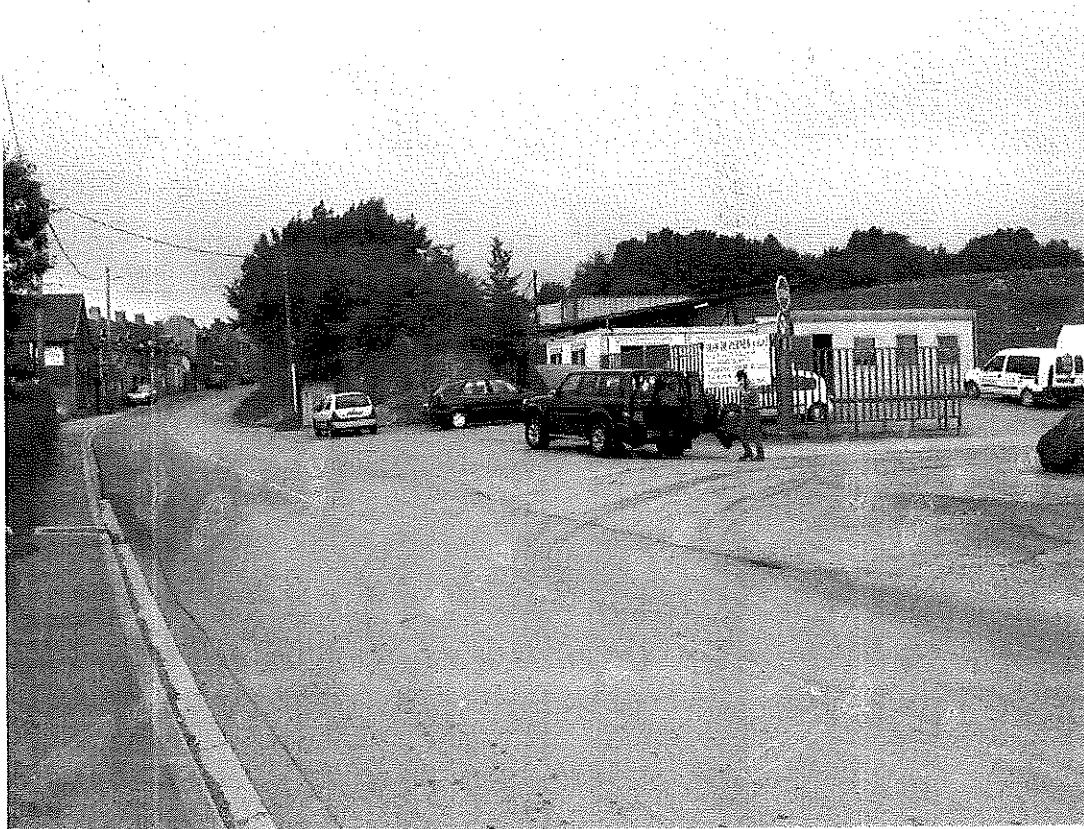
Gouaches de Croÿ : ville de Pernes vers 1605



Après guerre, la fermeture progressive des puits de mine du secteur et la cessation d'activité de la fabrique de ciment implantée à Camblain-Châtelain employant de nombreux Pernois, eurent des conséquences directes sur l'emploi et la vitalité du commerce local. Actuellement, héritage de son passé fortement marqué par les échanges commerciaux, le centre-bourg présente un tissu marchand dynamique et développé. Les activités industrielles sont peu présentes au sein du territoire communal, seule une carrière d'extraction de grès est exploitée à l'extrémité est du territoire.



*Entrée est de la commune depuis la RD 70.
On aperçoit l'entreprise Point Vert à gauche de la voie.*



À droite de la RD 70, on aperçoit la carrière de Grès de Pernes.

I-422 L'urbanisation aujourd'hui

Une coupure naturelle, la Clarence, coulant du nord-ouest au sud-est scinde la commune en deux. La zone urbanisée de Pernes s'étend principalement dans le secteur sud-est du territoire communal, le nord-ouest de la commune présentant un fort dénivelé. L'essentiel de l'urbanisation s'est concentrée sur la rive gauche de la Clarence, à la fois dans le bas de la vallée et à flanc de coteau. Les contraintes à l'urbanisation que constituent le relief et la présence de zones inondables par débordement de la Clarence ou par ruissellement ont modelé le profil du bourg et son évolution. Après le développement de constructions le long des axes de part et d'autre du noyau ancien, constituant les faubourgs du cœur de Pernes, l'urbanisation récente tend à s'étendre vers le nord du territoire communal en continuité des axes principaux ou comblant les interstices du tissu urbain. L'habitat est assez aggloméré, même si l'urbanisation se présente comme vernaculaire.

Au nord et au sud-ouest du bourg s'étend le plateau agricole ménageant des perspectives sur le bois de la ville et le profil du bourg. Des prairies et massifs boisés ponctuent le paysage aux abords de la Clarence et des zones urbanisées.

Le cadre bâti actuel se résume donc en trois éléments :

- Le noyau ancien
- Les faubourgs
- Les extensions plus récentes

I-4221 Le noyau ancien de Pernes

Le noyau ancien de Pernes est groupé autour de la Grand Place aux abords des rues de Saint-Pol, de l'Eglise, d'Aumerval et du Château, cette dernière joignant la Place à l'ancienne motte féodale. On y retrouve l'église St-Pierre, la mairie, la salle des Fêtes, les pompiers et de nombreux commerces et services. L'Eglise St-Pierre datant du 15^{ème} Siècle et restaurée au 19^{ème} Siècle marquait la limite au nord de la cité.

Dans ce secteur, l'habitat, implanté en front à rue est caractérisé par des constructions de deux étages, assez étroites et jointives. Les matériaux principalement utilisés pour ces constructions sont la pierre calcaire et la tuile. Ces maisons de ville, la mairie datant de 1852 suite au sinistre causé par l'incendie de 1720 et la salle des fêtes encadrent La Grand Place. A l'arrière de la Grand Place, dans la rue du château, est implantée une ancienne brasserie datant de 1837 utilisée actuellement comme habitation privée.

Le noyau ancien du village constitue le centre actuel de la commune. Il est caractérisé par une très forte densité commerciale et de service, conséquence de la tradition marchande originel de la cité.

Le bourg s'est étendu linéairement à partir du noyau ancien de part et d'autre des RD 916 et 70 (rues : nationale, de Blaringhem, de Lillers, Charles de Gaulle, St Pol). L'habitat y est caractérisé par des constructions en front à rue dont les façades plus larges que celles du centre ancien sont généralement jointives.

Pernes-en-Artois : Voirie



Echelle 1/10 000

I-4222 Les extensions récentes

L'extension s'est ensuite poursuivie linéairement le long des rues de la Justice, du 8 mai, de l'Eglise et de l'Avenue Kennedy ou sous forme de lotissement (chemin du Bary, avenue de la Paix, rue du chante au vent, résidence des hauts d'Artois, rue du 10 mars 1962, les Prés de Marest Ouest).

Les constructions récentes correspondent généralement à du pavillonnaire et parfois à des opérations d'habitat groupé semi jointif ou jointif (Avenue de Kennedy, rue de l'Eglise, rue de la Paix, rue du 8 mai et à l'entrée du secteur les Prés du Marest Ouest).

Depuis quelques années, des constructions se sont développées soit en comblant des dents creuses, soit afin de tisser entre-elles les pénétrantes urbanisées linéairement.

Ces constructions, implantées généralement en retrait par rapport aux voies, se caractérisent par un environnement assez vert et par une architecture assez banale, en rupture avec l'habitat traditionnel du centre.

Au sud-est de la commune, aux abords de la Clarence, le lotissement Prés de Marest Ouest présente des constructions d'un étage, en bois et en tuile, hors gabarit par rapport aux autres pavillons de la périphérie du bourg.

Au nord-ouest de la zone urbanisée, sont implantés un collège, une école élémentaire, un complexe sportif, le stade municipal, une bibliothèque et une école de musique constituant un pôle d'équipements scolaires et sportifs déconnecté du centre de Pernes.

I-4223 Les espaces verts et naturels

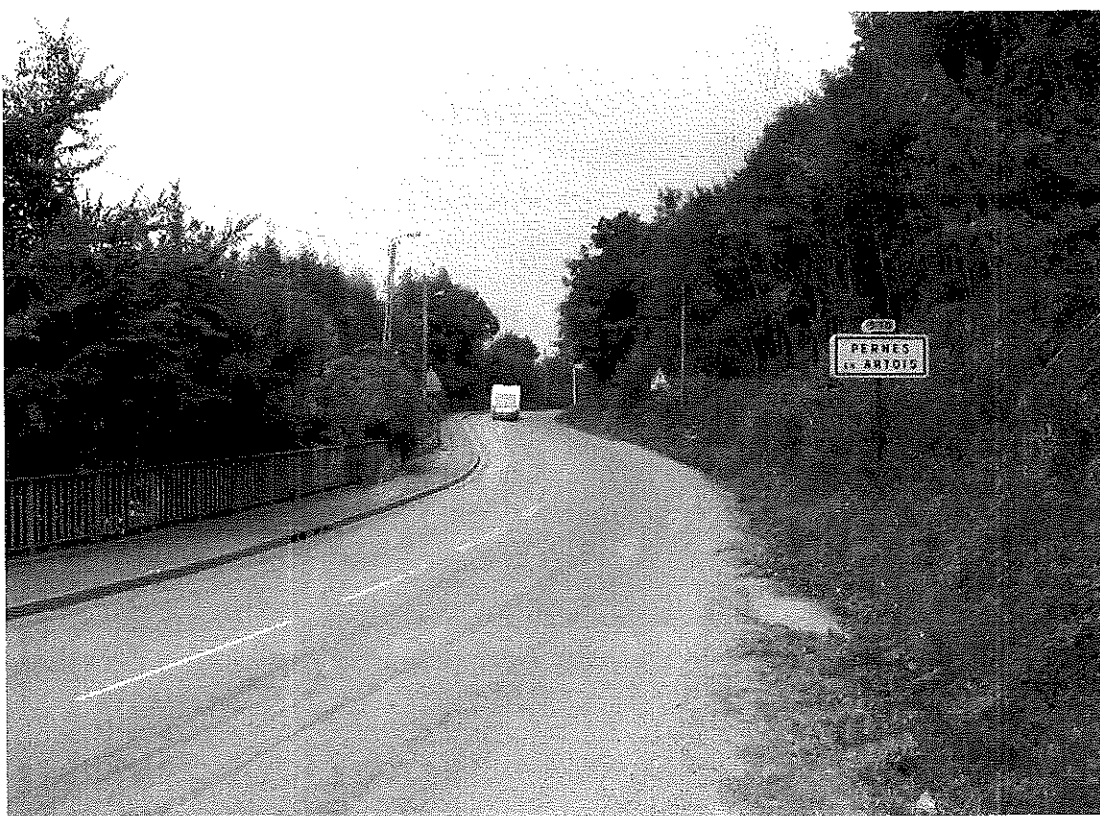
Sur le territoire communal, les espaces verts organisés sont constitués par un complexe sportif intercommunal et un stade municipal regroupés avec les équipements scolaires publics au nord-ouest du bourg-centre. D'autre part, sont localisés sur la commune deux boulo-dromes : un à proximité de l'opération « les berges de la Clarence » au sud de la commune avec un court de tennis non couvert et l'autre au sein de la maison de retraite « Les Verrières » avec des jeux pour enfants.

Localisée sur un fond de vallée humide, le territoire communal se caractérise par un paysage verdoyant alternant massifs boisés, prairies et des franges arborées bordant les berges de la Clarence. Surplombant la commune, le bois de la ville bénéficie du parvis que constitue le plateau agricole créant une transition avec la zone urbanisée.

L'entrée de ville 'est', en provenance de la RD70 souligne l'identité paysagère du secteur arborant un massif boisé encadrant la voie. Le chemin du Bary entourées par des alignements d'arbre à l'est du territoire communal jouxte de vastes prairies. La présence de vergers en face du stade municipal et à côté des constructions isolées au nord-ouest de la commune près du bois diversifie la mosaïque de paysage.



Vue sur le chemin du Bary serpentant au cœur de zones naturelles boisées.



Écrin boisé de la RD70 à l'approche de l'entrée du bourg.

I – 5 Les équipements

I-51 Les équipements de superstructure

I-511 L'enseignement

Lors de l'année scolaire 2001-2002, la commune disposait de deux écoles élémentaires dont une privée et d'un collège public.

Les effectifs se répartissaient ainsi :

Niveau	Ecole publique J. Ferry et Collège du Bellemont		Ecole privée Notre Dame	
	Nb de classes	Effectif total		
Maternelle				
Petit	1	29		
Moyen	1	28	1	35
Grand	1	28		
CP	1	25	1	29
CE1	1	31	1	28
CE2	1	27		
CM1	1	13	1	24
CM2	1	20		
SsTotal 1	8	201	4	116
6^{ème}	2	63		
5^{ème}	2	69		
4^{ème}	2	60		
3^{ème}	2	68		
SsTotal 2	8	260		
TOTAL	16	461	4	116

Les équipements scolaires publics constituent un pôle regroupant l'école élémentaire et le collège au nord-ouest du centre-bourg associé à des équipements sportifs.
L'école élémentaire privé se situe au sein du centre-bourg.

La commune accueille au sein de ces établissements publics 461 élèves dont 50 résidant dans les communes voisines et pour l'école élémentaire privée 116 enfants dont 101 résident à l'extérieur (principalement au sein de la communauté de commune du Pernois, Cauchy à la tour, Camblain-Châtelain, Ourton, Lillers, Fiefs, Rely, Lesnesses).

La commune est desservie par un ramassage scolaire pris en charge par le conseil Général.



Echelle 1/5 000

Les enfants de la commune ne fréquentant pas les écoles localisées sur le territoire communal sont scolarisés à Saint-Pol sur Ternoise. Les établissements d'enseignement secondaire que fréquentent les jeunes de Pernes sont situés à Saint-Pol sur Ternoise, Auchel, Béthune et Bruay-la-Buissière.

Durant l'année scolaire 2001-2002, environ 250 enfants inscrits dans les établissements publics de la commune fréquentent la cantine ou le self-service.

Au sein du collège, il y a une troisième d'insertion concernant 9 élèves.

I-512 Les équipements sportifs et de loisirs

La commune est bien pourvue en équipements sportifs et de loisirs. Ils sont regroupés avec les équipements scolaires publics au nord-ouest du centre-bourg. Ils se composent d'un complexe sportif intercommunal comprenant un terrain de football de près de 8500 m², un stade municipal de 11 396 m² avec plusieurs terrains de football, une école de musique et une salle de danse.

D'autre part, sont localisés sur la commune un court de tennis non couvert et un boulodrome se situant à proximité du quartier « les berges de la Clarence » au sud de la commune. La maison de Retraite « Les Verrières » possède des équipements privés : un boulodrome et une aire de jeux pour enfants.

I-513 Les équipements socioculturels

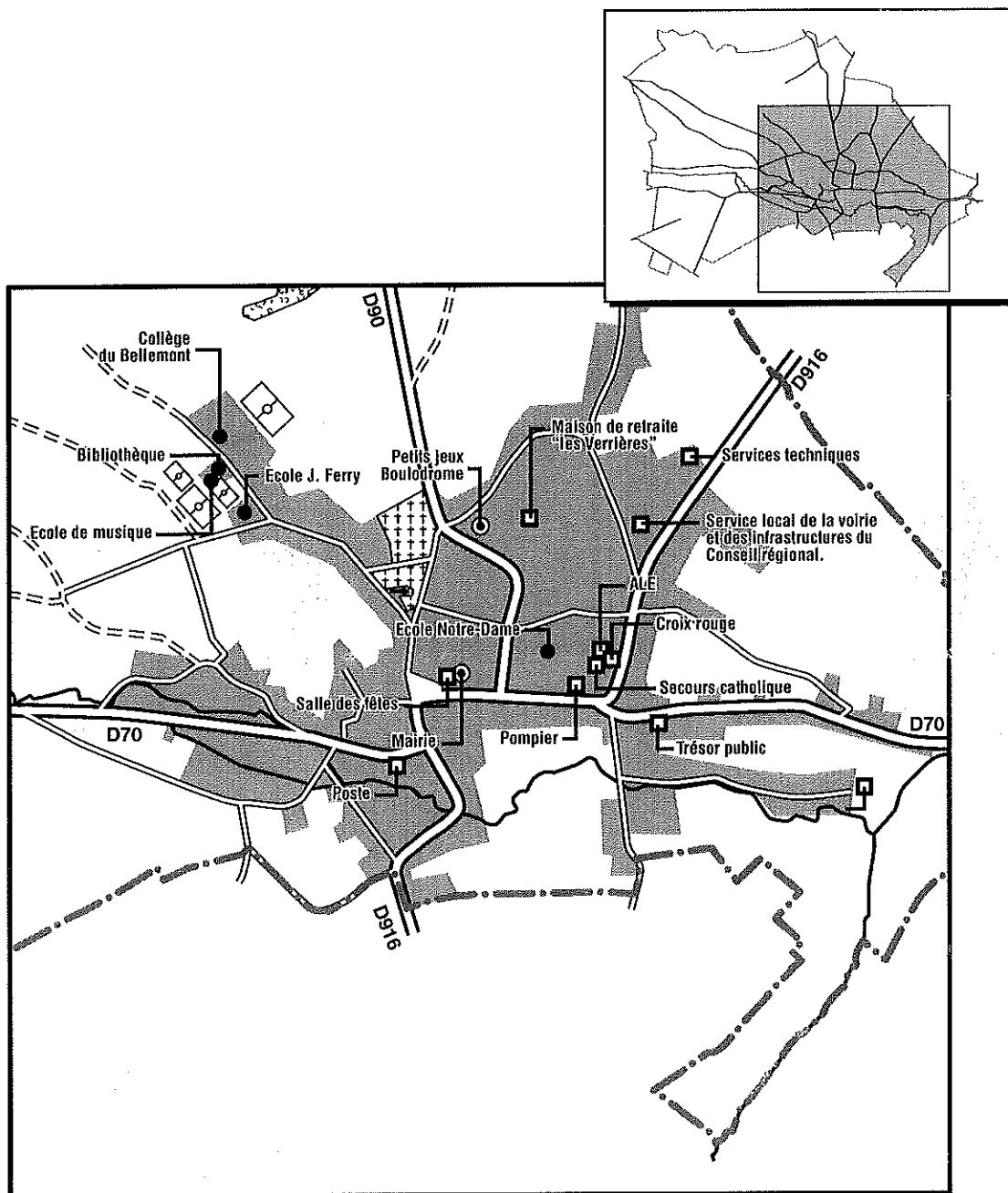
La commune possède peu d'équipements socioculturels. Ils sont principalement regroupés au sein du bourg : une salle des fêtes de 297 m² et une salle de réunion de 73 m² pour les associations. D'autre part, une bibliothèque de 100 m² est implantée au sein du pôle scolaire et sportif au nord ouest de la commune. La vie associative pernoise est assez dynamique avec 28 associations sur la commune.

I-514 Les équipements administratifs




Les équipements administratifs sont dilués au sein du bourg-centre. Alors que la mairie fait face à la place centrale du bourg concentrant l'offre en commerces et services, les Pompiers et la Poste sont localisés respectivement rues nationale et Charles de Gaulle. De plus, les syndicats intercommunaux auxquels la commune adhère : le Syndicat Intercommunal de la Région de Pernes, la Communauté de Communes du Pernois et le Syndicat des Eaux Pernes-Floringhem, le syndicat d'initiative, 3 guichets de Banque et la perception sont implantés au sein de la commune.

La commune dépend toutefois de Heuchin pour la gendarmerie, de Bruay-la-Buissière pour le centre EDF et de Saint-Pol-sur-Ternoise pour l'ANPE.

Pernes-en-Artois : Equipements



Légende :

- | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---|---------------------------------|
|  | zone urbanisée | ● | équipements scolaires |
|  | zone agricole | ⊙ | équipements sportifs et loisirs |
|  | boisement | □ | autres |



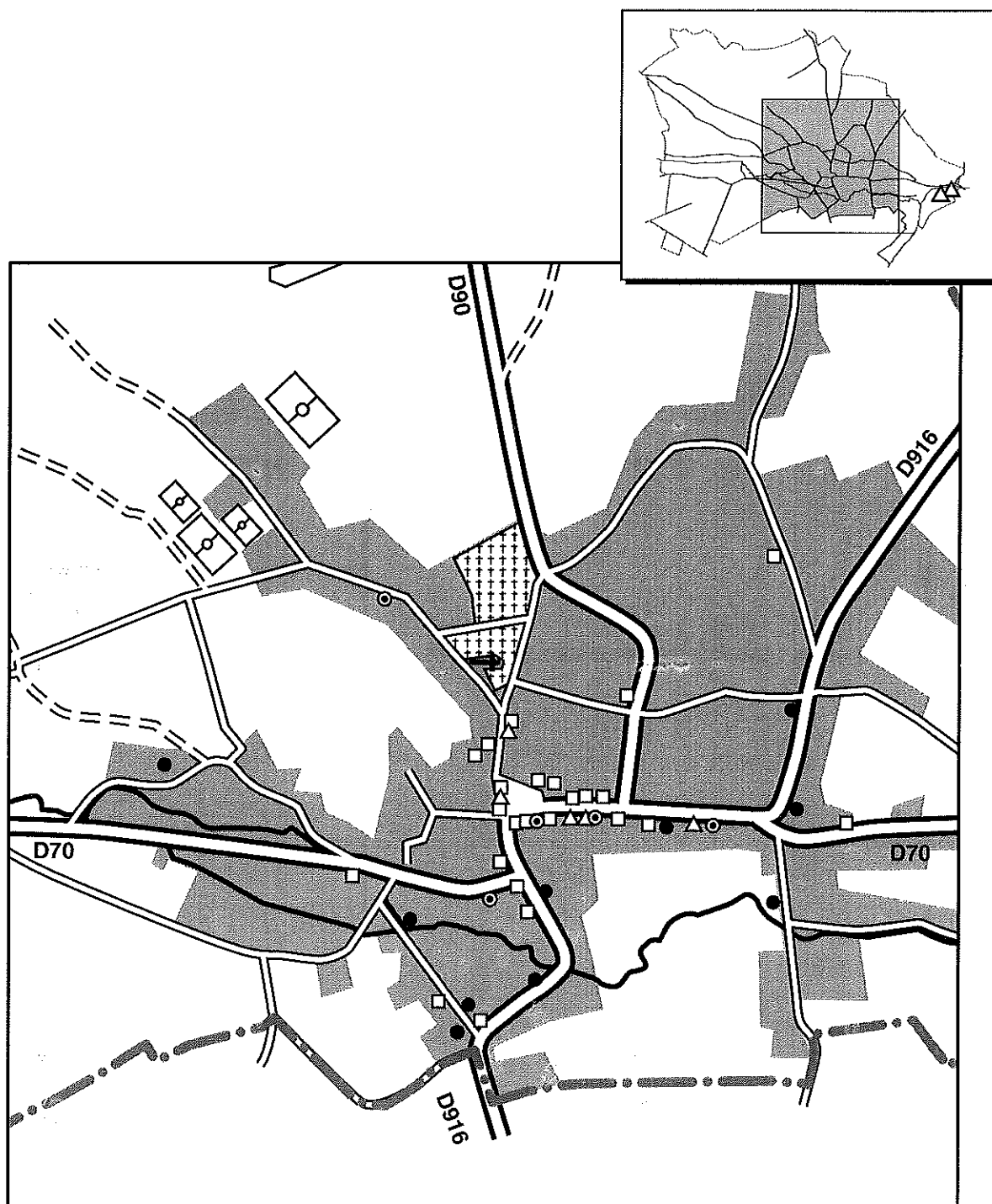
Echelle 1/15 000

I-515 L'offre en commerces et services



Les commerces et services sont nombreux et groupés au sein du centre-bourg autour de la Grand'Place et rue nationale. On y retrouve 34 activités dont une forte proportion de services marchands (banques, coiffeurs, garages, cafés...) et de point de vente de détail en alimentaire.

Plus on s'éloigne de cette centralité commerciale et artisanale, plus l'offre marchande est diffuse : 7 activités localisées rue Saint-Pol, 5 situées rue de l'église dont la supérette *Shopi* assurant un rôle de locomotive commerciale, 4 implantées rue Corbier et 3 rue Blaringhem. Quelques activités apparaissent isolées : rues Kennedy, du 8 mai et avenue de la Paix. Globalement l'offre commerciale est diversifiée et représentative de la fonction de bourg-centre de la commune (professionnels de la santé, artisans, services marchands, commerces).

Pernes-en-Artois : Les activités



Légende :

-  zone urbanisée
-  zone agricole

- entreprises artisanales
- ⊙ services de santé
- commerces et services courants
- △ commerces et services anomaux



Echelle 1/10 000

I-52 Les équipements d'infrastructure et de transport

I-521 Les axes routiers

La commune de Pernes en Artois est localisée au carrefour de deux axes routiers : la RD 916 et la RD 70. Ces dernières permettent de se relier rapidement à de grandes infrastructures routières :

- la RD 916, coupant le territoire du nord au sud en passant par le centre-bourg de Pernes suivant alors une direction est-ouest, relie Saint-Pol sur Ternoise à Lillers. Lillers dispose au sein de son territoire d'un échangeur permettant de rejoindre l'A26. Vers le sud, la RD 916 va se connecter à la RN 41.
- la RD 70 joignant Anvin à Chocques, coupe la commune d'ouest en est et permet de rejoindre vers le nord-est la RN 43.

Au nord de Pernes passe l'autoroute A26, Calais-Reims. L'échangeur permettant d'emprunter l'A26 se situe sur le territoire communal de Lillers.

I-522 La desserte en transport en commun

La desserte de la commune par les transports en commun est peu développée. La commune est desservie par un réseau de transport en commun, géré par le Conseil Général. Sinon, c'est essentiellement la voie ferrée qui répond à la demande en terme de transports collectifs.

I-523 Les voies ferrées

Le sud-est du territoire communal est jouxté par la ligne de chemin de Fer Lille-Boulogne, via Bethune et St-Pol-sur-Ternoise.

La Gare de Pernes-Camblain se situe à Camblain-Chatelain à proximité de la limite administrative entre les deux communes, au sud est de Pernes. Actuellement, seuls 9 trains s'arrêtent à cette gare la semaine principalement entre 18h20 et 18h50. Le dimanche et jours de fêtes, la gare est desservie par deux trains un le matin et un le soir.

I – 524 Les réseaux

I – 5251 L'eau potable

Pernes a affirmé la production, le traitement et la distribution d'eau potable au Syndicat intercommunal des Eaux de Pernes-Floringhem ayant l'assistance logistique de l'Agence de Bruay-Béthune de la Générale des Eaux. Cette dernière assure la distribution publique d'eau potable sur le périmètre du syndicat de Pernes-Floringhem, constitué des communes de Pernes et Floringhem. En 1999, le syndicat comptait 926 clients, 91 616 m³ facturés, deux réservoirs et 25 km de réseau d'eau potable.

En 1999, des travaux ont été réalisés afin de raccorder le réseau du Syndicat de Pernes-Floringhem au SACRA, le syndicat voisin. Le captage d'eau potable communal de Pernes, du fait de sa vulnérabilité lors de fortes précipitations a été abandonnée en juin 1999, au profit d'une fourniture d'eau produite par le SACRA. Actuellement, toute l'eau livrée provient des captages produits par le SACRA.

Trois réservoirs assurant le stockage de l'eau sont d'une capacité respective de 300 m³ et 2 X 150 m³.

I – 5252 L'assainissement

La commune est dotée d'un réseau d'assainissement et d'un outil d'épuration gérés par la Compagnie générale des eaux. Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement regroupe les communes de Pernes et de Floringhem. L'assainissement des eaux usées est quant à lui assuré par la Communauté de Commune du Pernois.

Afin d'améliorer le fonctionnement de son système d'assainissement, une étude diagnostique des réseaux a été réalisée en 1994 afin de proposer et chiffrer les réhabilitations et travaux, et de hiérarchiser les interventions par la mise en place d'un programme. A l'époque, la commune de Pernes était dotée d'une collecte très étendue à dominante unitaire et un outil d'épuration de type « boue activée ». Cette étude a démontré que compte tenu des problèmes, un réseau de type séparatif était à préconiser sur tous les secteurs non raccordés à la station d'épuration et que certains des réseaux pluviaux irrécupérables (Grand'Place, Rues Saint Paul et de Gaulle), ne pouvant être transformés en unitaire devraient également faire l'objet d'une collecte de type séparatif.

La société « BET SOGETI » a entrepris de compléter cette démarche sur certains secteurs dans le cadre de la réalisation du schéma directeur d'assainissement sur la communauté du Pernois (rapport, décembre 1997). Leur étude reprend le secteur non raccordé à la station d'épuration et préconise l'extension du réseau de collecte sur ce secteur (exception faite de quelques branchements pour les écarts en non collectifs).

I – 5253 Le ramassage des ordures ménagères

La commune a délégué le ramassage et le traitement des ordures ménagères au Syndicat Mixte Collecte-tri-traitement localisé à Saint Pol sur Ternoise. Sur le périmètre des 103 communes dont s'occupe le Syndicat Mixte, en 2002, le ratio de déchets ménagers ordinaires incinérés était de 290 kg/habitants et les déchets ménagers collectés en déchetterie présentait un volume de 72,22 kg/habitants. Les déchets sont incinérés au Centre d'incinération Semiura, situé à La Beuvrière. Le ramassage de ces déchets ménagers ordinaires a une fréquence hebdomadaire. Le Tri Sélectif a été mis en œuvre depuis mai 2000 avec comme déchets collectés : les emballages ménagers, les journaux et magazines avec un système de ramassage en porte-à-porte bi-mensuel. La collecte des encombrants assuré par la société Atre localisé à St-Pol-sur-Ternoise est quand à elle bi-annuelle.

Une déchetterie située à Camblain-Châtelain, à proximité du territoire communal, dans le secteur de la Ferté, permet la collecte par apport volontaire de ferrailles, bois, tout-venant, gravats, déchets verts, vieux vêtements, verre, piles, batteries automobiles et cartouches d'encre. Le tonnage de déchets collectés par cette déchetterie courant 2002 était de 733,81 tonnes. Les déchets sont valorisés (mis à disposition de la population, revente aux entreprises...) ou acheminés vers le centre d'enfouissement technique de type II d'Hersin Coupigny.

I – 5254 La défense contre l'incendie

La défense incendie de Pernes en Artois est assurée par un maillage de 14 poteaux incendie et d'une prise accessoire implantés sur le réseau d'eau potable.

Le rapport du centre de secours de Pernes en Artois datant du 21 avril 2001 montre que le débit est insuffisant pour le poteau incendie implanté rue du Bart (< 60 m³/h). Par ailleurs, des observations ont été annotées concernant deux poteaux chemins du Forestel et de la Justice présentant une fuite et deux poteaux rue du Bart et place Quelquejeu présentant une ouverture ou fermeture difficile.

I-6- Analyse de l'état existant de l'environnement

I-61 Le site de Pernes en Artois

Pernes se situe à l'extrémité nord du plateau d'Artois, à la limite du rebord septentrional entre le bassin parisien et le bassin Anglo-Belge. Son altitude est comprise pour l'essentiel entre 120 et 140 m et n'atteint 160 à 180 m que le long des principales lignes de fautes.

Les grandes articulations du plateau sont commandées par les déformations du socle primaire peu profond que la mer a recouvert à plusieurs reprises au secondaire et y a déposé des sédiments dont la craie au crétacé. La dernière déformation au tertiaire a provoqué des mouvements de subsidence responsables de l'individualisation des bassins parisiens et anglo-belge. Cette remontée du socle a provoqué des cassures qui jalonnent au nord la charnière entre les bassins et en arrière l'ondulation de la mince couverture sédimentaire. L'anticlinal de l'Artois fait figure de colonne vertébrale du plateau. La Clarence s'écoule en direction de la plaine flamande divaguant le long de la vallée.

La commune est inscrite dans la terminaison septentrionale du Ternois, en bordure d'une seconde région naturelle : le Béthunois, secteur placé dans l'axe du bombement de l'Artois. Le bourg est implanté selon l'axe d'une vaste zone dépressionnaire empruntée par la Clarence. On note une dissymétrie très marquée des versants avec le versant septentrional au nord-ouest de la Clarence présentant de fortes pentes (pouvant dépasser les 10%) et l'autre versant, vers le Sud présente un dénivelé moins contrasté du fait d'agents érosifs ayant aplanie la surface. Les altitudes sont comprises entre 70 m à l'aval du bourg et 140 m au niveau du versant Nord vers Floringhem.

I-611 le sol

Pernes en Artois se situe à la limite entre le haut pays avec le plateau artésien (prolongement du plateau picard) caractérisé par son terrain crayeux et le bas pays avec la plaine de la Lys. Le sol est caractérisé par des dépôts crayeux et un manteau de limons. Au nord de Pernes, le bassin houiller et la faille du midi se caractérisent par de vastes affleurements de la craie appartenant à la partie septentrionale de la grande auréole crétacée ceinturant le bassin de Paris.

Les formations anciennes datant du crétacé affleurent de part et d'autre de la vallée de la Clarence mais sont surtout présentées à l'affleurement, sur le versant Nord du territoire communal. Les principaux faciès composant le sous-sol géologique de la commune sont les craies marneuses du Cénomaniens, les marnes du Turonien et les craies blanches du Sénonien au nord est du bourg où la faille a mis en contact le Turonien et le Sénonien. Sur le versant sud, des limons dits de « lavage » masquent souvent les dépôts anciens. Il s'agit principalement de formations colluviales issues des plateaux et des versants.

Les alluvions plus récentes dites « modernes » occupent le fond de vallée. Elles sont généralement argileuses, grisâtres et peuvent renfermer des niveaux de cailloutis de silex et contenir des lits tourbeux.



Profil du bourg à partir de la RD 90 en provenance d'Aumerval.



Vue du Chemin du bois à l'approche du centre-bourg. On aperçoit nettement l'église émergeant du reste des constructions.

I-612 le climat

L'ensemble de la région est caractérisé par un climat tempéré à tendance océanique intermédiaire entre la variante bretonne plus marquée océanique et la variante parisienne plus continentale. Le temps y est très dépendant de la circulation d'ouest en est des flux d'origine Atlantique et des perturbations liées à l'affrontement des masses d'air tropical et polaire maritime.

Les masses d'air maritime humide sont accrochées par le relief de l'Artois, situé au nord ouest de Pernes, ce qui a pour conséquence des précipitations relativement importantes. En effet, l'indice des pluies d'automne* dans le secteur de Pernes est compris entre 1,1 et 1,5 (* : moyennes établies sur la période 1961 – 1990). Les moyennes des précipitations ont été enregistrées par les stations météorologiques les plus proches, à savoir Lillers situé dans la zone de plaine correspondant au secteur amont de la vallée de la Clarence et Fiefs localisé sur les collines de l'Artois dans la partie aval du bassin versant de la Clarence. Les précipitations atteignent donc en moyenne les 680 mm par an à Lillers et les 750 mm à Fiefs.

Les moyennes établies à Fiefs sur 30 ans (de 1961 à 1990) permettent de recenser en moyenne 187 jours de pluie par an.

I-613 La faune et la flore

Le secteur dans lequel se situe la commune est caractérisé par la présence de boisements. Ainsi, se situent respectivement au nord ouest et au sud est de la commune les bois de Bailleul et de Lihue à moins de 2 km des limites du territoire communal. Au nord ouest de la commune, le bois de la ville surplombe le bourg. Des zones humides au sud est de la commune borde la Clarence dans la zone basse de la commune.

Le territoire communal présente :

- *au sud du territoire, le long de la Clarence*, une végétation spontanée de type Frênaies-Ormaies avec :

- dans la strate arborée, frêne élevé, Orme champêtre, Aulne Glutineux et peuplier grisard.
- dans la strate arbustive, noisetiers, cornouillers sanguin, prunelliers, lierre, sureau noir, viorne obier, aubépine et clématite sauvage.
- au niveau des arbrisseaux : ronces, églantiers, groseillier rouge et groseillier croque-poux.

- *sur le reste du territoire, au nord*, des surfaces boisées spontanées de type hêtraies mésophiles avec :

- dans la strate arborée, hêtre, frêne, chêne pédonculé, charme.
- dans la strate arbustive, noisetier, prunellier, saule Marsault et aubépine.
- au niveau des arbrisseaux : ronces, églantiers, groseillier rouge et chèvrefeuille.



Vue à partir du Chemin d'Aumerval. Le paysage ouvert préservé par le plateau agricole met en valeur les perspectives vers le bois de la ville surplombant le bourg.



Au loin, les boisements bordent la Clarence serpentant au sein de la vallée.

I-614 L'air.

La qualité de l'air est surveillée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air de l'Artois, AREMARTOIS. Dans le secteur, il existe une station de surveillance à Bruay-La-Buissière et deux stations de surveillance à Béthune, une dans le centre et l'autre rue de Lille.

Les maximums horaires relevés sont, en décembre 2002 :

<i>Maximum horaire</i>	SO ₂ (µg/m ³) Dioxyde de soufre	NO ₂ (µg/m ³) Dioxyde d'azote	O ₃ (µg/m ³) Ozone	Ps (µg/m ³) Poussières en suspension	CO (mg/m ³) Monoxyde de carbone
<i>Bruay-La-Buissière</i>	42	66	77	157	<i>Non mesuré</i>
<i>Béthune Centre</i>	33	82	75	175	<i>Non mesuré</i>
<i>Béthune rue de Lille</i>	<i>Non mesuré</i>	149	<i>Non mesuré</i>	62	2.65
<i>Moyennes horaires à ne pas dépasser</i>	350	400	150 à 200	/	30

L'indice atmo du mois de novembre 2002 indique une valeur moyenne de la qualité de l'air égale à 3 sur une échelle de 10, ce qui indique une bonne qualité de l'air.

D'autre part, afin d'avoir un système plus performant de contrôle de la concentration des substances polluantes dans l'atmosphère, la station de proximité automobile située rue de Lille à Béthune mesure depuis le 1^{er} janvier 2002 le benzène, le toluène et les xylènes appelés plus communément les BTX. Ces BTX sont principalement émis par les automobiles et atteignent donc des valeurs plus élevées lors des heures de pointes liées aux migrations pendulaires domicile-travail. Ils peuvent avoir des effets nocifs pour la santé humaine ou pour l'environnement. Concernant les concentrations de Benzène, le décret n°2002-213 du 15 février 2002 fixe à horizon 2010 un objectif de qualité de 2 µg/m³ en moyenne annuelle et une valeur limite de 5 µg/m³. Sur l'année 2002, la moyenne annuelle est égale à 3 µg/m³, ce qui est inférieure à la valeur limite mais pas encore suffisamment faible au regard de l'objectif fixé par le décret. Les concentrations de toluène sont inférieures aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (1 000 µg/m³). Toutefois, le Schéma Directeur indique quelques faiblesses, notamment en ce qui concerne les poussières en suspension et les pollutions automobiles et industrielles qui nécessiteraient des études plus approfondies.

Afin d'atteindre les objectifs de qualité et de ne pas catalyser la pollution de l'air par ces substances polluantes, il est nécessaire de veiller à ne pas accroître les phénomènes de migrations pendulaires et de saturation de la circulation (émission accrue de polluants).

I- 62 Un paysage nettement influencé par le passage de la Clarence.

Le relief et l'eau sont les éléments majeurs animant le paysage, ayant directement structuré l'urbanisation du bourg. Les espaces naturels rythment le paysage avec le plateau agricole ménageant des cônes de vue sur le bourg et les boisements, le bois de la ville surplombant le territoire communal et des massifs boisés encadrant la Clarence. La commune dispose d'un patrimoine bâti riche constitué de fermes, église, chapelle et calvaire.

I-621 La Vallée de la Clarence

Le territoire communal est traversé d'ouest à l'est par un cours d'eau : La Clarence. Ce dernier prend sa source au Buich sur la commune de Sains-lès-Pernes à une altitude de 126 mètres, s'étend sur 30 kilomètres pour se diriger vers la vallée de la Lys et conflue avec cette dernière à Calonne-sur-la Lys.

Le bassin versant de la Clarence couvre une superficie de 290 km² et peut se diviser en 3 secteurs : la partie amont dans laquelle se situe Pernes en Artois caractérisé par des pentes assez importantes et par une occupation des sols nettement rurale, la partie intermédiaire urbanisée correspondant à l'ancien bassin minier et la partie aval ou zone de Plaine au sein de laquelle la Clarence est canalisée. Dans la partie amont du bassin versant de la Clarence, le tracé du cours d'eau n'a pas été modifié par les activités humaines mais a structuré l'urbanisation.

I-622 La structure géologique

Le Bourg de Pernes-en-Artois s'est implanté sur le coteau de la rive gauche de la Clarence. Une dissymétrie des pentes entre les coteaux nord et sud de la Clarence marque le territoire communal. La rive droite caractérisée par un coteau plus doux s'inscrit comme la zone naturelle d'expansion des crues et présente des secteurs potentiellement inondables. La rive gauche est plus marquée avec un coteau assez abrupt, au nord-ouest du territoire, compris entre 70 mètres d'altitude en fond de vallée et 180 mètres au bois de la ville. L'essentiel de l'urbanisation s'est réalisé sur le coteau nord de la Clarence à une altitude comprise entre 80 et 90 mètres présentant des pentes plus douces.

I-623 L'espace agricole

Le paysage est fortement marqué par l'agriculture. Les parcelles composent un paysage de champs ouverts. Des haies généralement monostrates et de faible hauteur rythment le paysage aux abords des zones urbanisées. Les exploitations agricoles sont essentiellement insérées au sein du tissu urbain aux abords des zones naturelles. Deux des cinq exploitations agricoles sont des établissements classés et possèdent des pâtures attenantes.

I-624 Le patrimoine historique et architectural

La commune possède un patrimoine historique et architectural assez intéressant, bien que non protégés.

Les principaux édifices remarquables au point de vue du patrimoine architectural régional sont l'église restaurée datant du 15^{ème} siècle et l'hôtel de ville.

- L'église Saint Pierre située aux abords du noyau ancien du bourg a été bâtie au 15^{ème} siècle et restaurée au 19^{ème} siècle.
- L'hôtel de ville localisé sur la Grand Place date de 1852. Principalement constitué de pierre calcaire et d'ardoise, cet édifice présente des éléments remarquables tels qu'une balustrade, une colonne ionique, un pilastre et un clocheton.

D'autres bâtiments participent à la richesse patrimoniale du bourg avec :

- au niveau du bourg ancien à proximité de l'ancienne motte féodale des maisons de ville dont l'ancienne propriété de la brasserie Salmon datant de 1684
- des fermes situées plus en retrait du bourg ancien dont une datant du 18^{ème} siècle dont la pente du toit est caractéristique des maisons anciennement couverte de chaume et des fermes à cour fermée.
- la chapelle Notre-Dame de Bon Secours localisée rue de l'église

I-63- Les eaux souterraines et de surface

I-631 Les eaux souterraines

Sur les cartes géologiques, les principales nappes aquifères signalées sont d'une part la nappe de craie située en profondeur, libre qui affleure localement en pied du versant et alimente les sources de la Clarence et d'autre part les nappes perchées ou aquifères temporaires peu profondes reposant sur des niveaux argileux proches (argile de décalcification de la craie) et la nappe alluviale.

I-632 Les eaux de surface

La commune est traversée d'ouest en est par la Clarence prenant sa source au Buich sur la commune de Sains-les-Pernes et confluant avec la Lys à Calonne-sur-la-Lys. En amont du bassin versant de la Clarence, les principaux affluents sont les ruisseaux de Pressy et de Marest rejoignant la Clarence respectivement dans Pernes et à l'aval de Pernes. A l'aval du bassin versant de la Clarence, la Nave conflue avec la Clarence à Gonnehem avant de rejoindre la Lys.

Par arrêté préfectoral, l'objectif assigné à la Clarence est la qualité 2 (eau apte à la fabrication d'eau potable – vie piscicole normale mais perturbation de la reproduction). La qualité de la Clarence est contrôlée au point répertorié par son numéro d'ordre national 068000 à Calonne-Ricouart, en aval de la Clarence. En 1998, la qualité du cours d'eau était déjà de 2 répondant ainsi à l'objectif fixé par l'arrêté préfectoral. Plus en aval du bassin versant de la Clarence, un autre point de contrôle de la qualité répertorié par le numéro d'ordre national 069000 à Chocques présente en 1998 une qualité 3 (vie piscicole perturbée) inférieure à l'objectif fixé.

I-633 Le schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin-Artois-Picardie

Pernes-en-Artois, au même titre que l'ensemble du bassin de la Lys, est situé dans un secteur particulièrement sensible sur le plan des eaux souterraines. Le SDAGE a pour objectif de garantir, entre autre, l'alimentation en eau potable du bassin Artois-Picardie dont 96 % de l'alimentation est assurée par l'eau souterraine. La qualité de celle-ci est donc primordiale.

Les eaux souterraines de notre bassin sont caractérisées par une évolution préoccupante de leur teneur en nitrates qui est dus à différents rejets liés aux activités agricoles, urbaines et industrielles. Leur concentration dans l'eau fait l'objet de normes réglementaires.

Bien qu'à l'heure actuelle, le Schéma d'Aménagement de Gestion des Eaux de la Lys (SAGE) ne soit pas encore approuvé mais en cours d'élaboration, il nous faut prendre en compte, à Pernes en Artois, les contraintes liées à l'eau dans les grands enjeux de l'aménagement du territoire.

Les enjeux majeurs du SAGE de la Lys sont :

- lutter contre les inondations
- protéger la ressource en eau et l'alimentation en eau potable
- protéger et restaurer les milieux aquatiques

I-634 Le contrat de rivière de la Clarence

Le bassin versant de la Clarence s'inscrit dans le périmètre du SDAGE Artois-Picardie et plus précisément, fait partie du SAGE de la Lys dont la Clarence est un affluent, le bassin versant de la Lys se décomposant en trois sous-bassins distincts : la Lys amont, le bassin de la Lawe et la Clarence. Ce dernier fait l'objet d'un contrat de rivière sur le périmètre des 46 communes du bassin versant de La Clarence dont fait partie Pernes.

Les principaux objectifs de ce contrat sont :

- la restauration du fonctionnement équilibré de la rivière
- la restauration et la protection des milieux naturels
- l'alimentation en eau potable et la protection contre les inondations
- la restauration et la protection des paysages
- la mise en place d'une structure de gestion permanente assurant l'entretien de la rivière

I-64- Les risques naturels et les risques liés à l'activité humaine

I-641 Les zones susceptibles d'être inondées

Le bassin de la Clarence a été de nombreuses fois touché par des inondations, notamment en décembre 1993 et 1999 avec des envergures particulièrement importantes.



Aux abords de la Clarence, le lotissement « les Près du Marais ouest » présente un aspect extérieur atypique en comparaison des autres constructions récentes du bourg.

Comme de nombreux secteurs bordant la Clarence, la zone est dans un secteur soumis à un risque d'inondation par débordement de la rivière.

Le périmètre de la zone inondée en hiver 1999 a été signalé au Porter à connaissance fourni par le Préfet. En outre, des arrêtés de catastrophe naturelle ont été institués en décembre 1993 et 1994, en janvier 1995, octobre 1998 et juin 2000 pour cause d'inondations et de coulée de boue. De fortes montées d'eau ont été signalées de 1992 à 1995 sans atteindre pour autant l'envergure de celles du 3 juin 2000 et du 26 décembre 1999, cette dernière touchant près de 150 habitations et/ou terrains attenants.

Afin de réduire l'impact des catastrophes naturelles et d'avoir une approche cohérente des solutions à préconiser à l'échelle du bassin de la Clarence, l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) a été mise en œuvre.

I-642 Le Plan d'exposition aux risques d'inondations du bassin versant de la Clarence

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) dans lequel s'inscrit le plan de prévention des risques d'inondations est élaboré puis mis en application par l'état sous l'autorité du préfet. La réalisation et l'application de ce plan ont été instituées par la loi du 22/07/1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (article 40.1 à 40.7). Le PPRI est considéré comme une servitude d'utilité publique et apparaît dans le plan de servitude. Après mise à jour, il s'impose au PLU.

Suite au constat des nombreuses inondations touchant le bassin de la Clarence, la mise en œuvre d'un plan de prévention des risques d'inondations dans la vallée de la Clarence a été prescrit.

L'objectif principal de ces plans est d'effectuer un zonage du risque d'inondations par la confrontation des aléas (probabilité d'inondations) et des enjeux (vulnérabilité par rapport à l'occupation du sol) présents dans les différents secteurs.

On distingue au sein du bassin de la Clarence deux secteurs présentant des caractéristiques différentes même si directement interdépendantes : une zone aval et une zone amont.

Pernes en Artois se situe à l'amont du bassin de la Clarence caractérisé par des pentes assez importantes. Le territoire communal est concerné par des problèmes d'inondations par débordement de la Clarence et d'inondation par ruissellement (eaux de ruissellement ou coulée de boue provenant de l'amont des bassins versants et des coteaux). En amont de la Clarence, les éléments définissant la zone d'aléas sont principalement relatifs à la hauteur de l'eau et sa vitesse de submersion.

Les secteurs potentiellement inondables ont été défini par rapport à la crue trentennale du 26 décembre 1999 constituant une référence complétée par des enquêtes de terrains.

Le zonage permet de distinguer deux types de zones :

- les secteurs fortement exposés au risque d'inondation et à vulnérabilité forte ou moyenne et/ou les zones naturelles à préserver absolument car elles constituent les terrains de rétention naturelle des crues : figurés en rouge. Toutes constructions y seront interdites.
- les secteurs moyennement ou faiblement exposés au risque d'inondations figurés en bleue. Des réglementations spécifiques viseront à prévenir, réduire si possible et éviter d'accentuer le risque.

Les thalwegs à risque fort et modéré seront soumis à un principe d'interdiction des constructions et les sous-bassins leur étant associés seront soumis à des recommandations.

La commune de Pernes comprend principalement des secteurs soumis à des risques d'inondations par débordement de la Clarence. L'inondation du fond de vallée est essentiellement liée au débordement de la Clarence et aux remontées de nappes saturant le sol en eau. Les zones présentant un risque fort ou modéré d'inondation par débordement sont majoritairement des zones actuellement naturelles jouant un rôle de champ d'expansion des crues qu'il convient de protéger et conserver strictement.

D'autre part, le territoire communal est concerné également par des phénomènes d'inondations par ruissellement. Ce risque reste modéré et concerne une zone urbanisée dans le secteur du bourg-ouest.

Ont été définis sur la commune, trois thalwegs à risque fort et les zones d'influence des ruissellements leur étant associées.

Le premier, présentant la pente la plus importante, soit 5,4%, se situe le long du chemin de Pernes avec un axe de ruissellement nord-sud. Le sous bassin lui étant associé correspond aux lieux dits *sous le Berlimont* (terrain de football et début du chemin Forestel) et *du chemin d'Aumerval*.

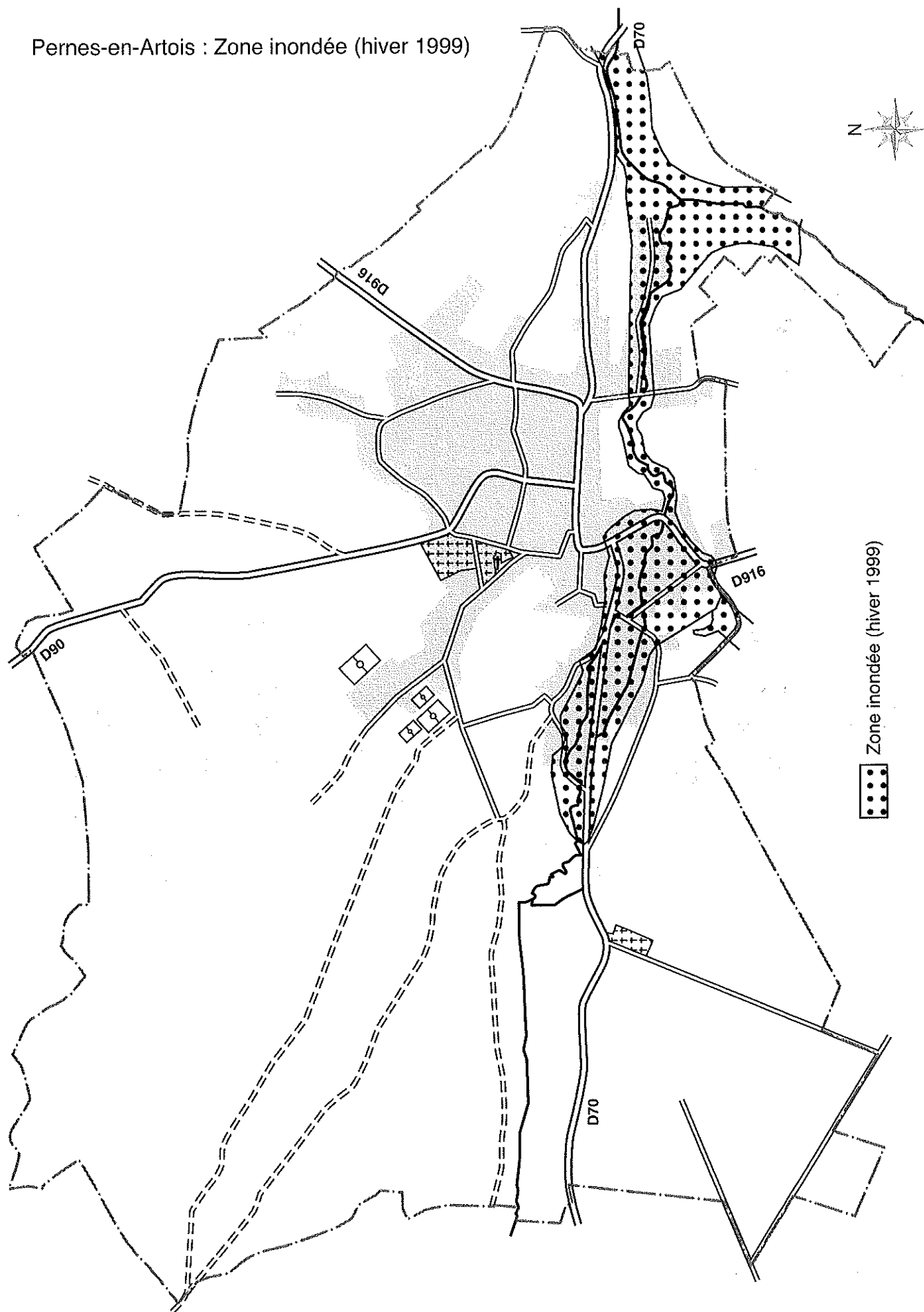
Le second longe le chemin du bois selon un axe de ruissellement nord ouest-sud est avec une pente de 4,4%. Le sous-bassin associé comprend le bois de la ville, le complexe sportif et les secteurs du *Bas Chemin*, du *Bouillet* et de la *basse Paroye* dont l'occupation est agricole.

Le dernier thalweg indiqué par le PPRI se localise suivant un axe de ruissellement sud-nord le long du chemin d'exploitation rejoignant la RD70 au sud-ouest de la commune dans le secteur les Hazoys. Le sous-bassin associé correspond au lieu dit *Hazoys* et présente outre le cimetière britannique une occupation du sol agricole.

I-643 Les risques liés au transport de matières dangereuses

La RD 916 est mentionnée par le dossier départemental des risques majeurs comme une voie de communication sur laquelle sont transportées des matières dangereuses. Elle est également concernée par le passage de convois exceptionnels.

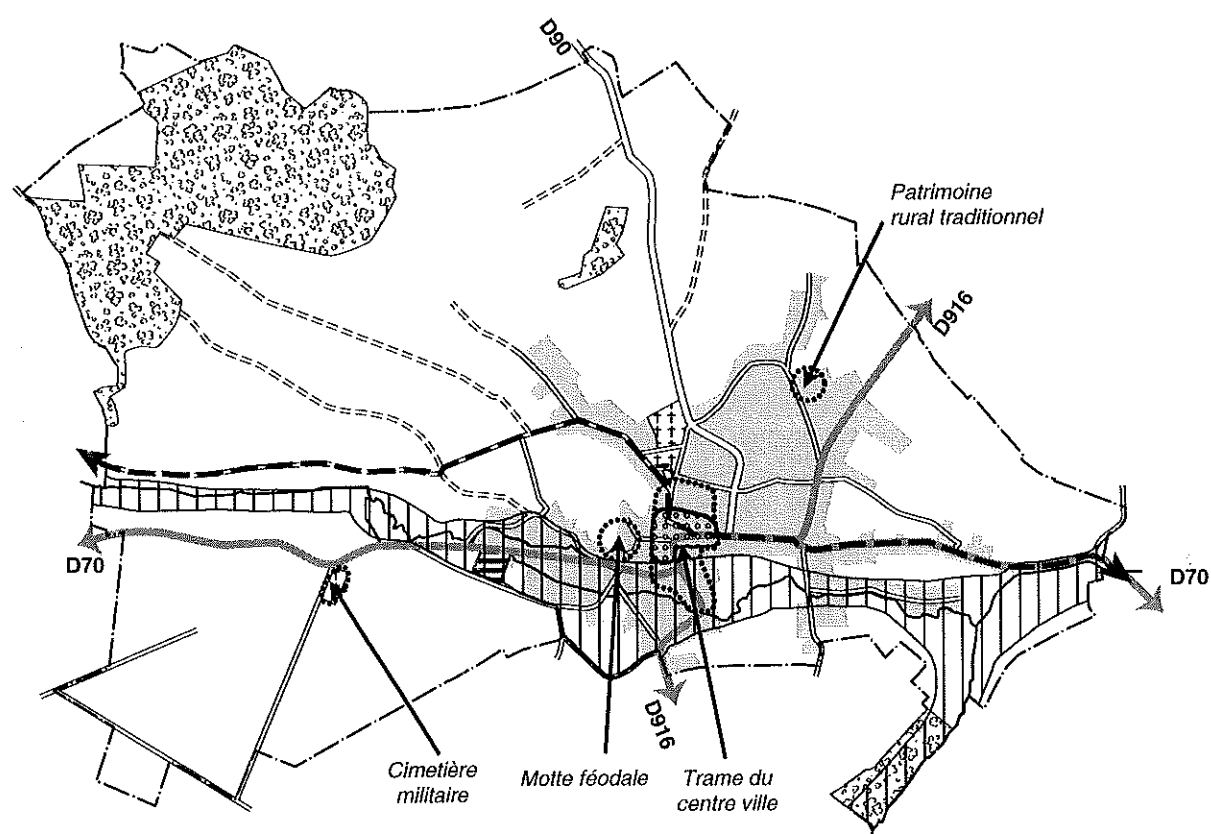
Pernes-en-Artois : Zone inondée (hiver 1999)





I-7 Atouts, contraintes et dysfonctionnements sur le territoire communal





ATOUTS POUR LE TERRITOIRE	CONTRAINTES A L'URBANISATION	DYSFONCTIONNEMENTS
<ul style="list-style-type: none"> - vallée de la Clarence (contrat rivière, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Le paysage avec : <ul style="list-style-type: none"> - les espaces naturels classés - les boisements au nord de la commune - la zone agricole - le relief - les sentiers de randonnée - un bourg centre resserré et dynamique (services, commerces autour de la place) - outils de desserte : <ul style="list-style-type: none"> > RD 70 et RD 916 - le patrimoine bâti (: le site de l'ancienne motte féodale, les fermes classées...) 	<ul style="list-style-type: none"> - des zones inondées ou susceptibles de l'être par : le débordement ou la crue de la Clarence, une remontée de nappe, le ruissellement des eaux de pluie - des zones humides (PPRI) - exploitations agricoles comprenant des installations d'élevage classées (nuisances à proximité des habitations, périmètre de protection) - carrière génératrice de nuisances pour les habitations environnantes, soumise à la législation des installations classées - talus et dénivelés plus ou moins importants à proximité des quartiers d'habitation actuels ou futurs - fortes pentes du relief au nord et à l'ouest de la commune - des coupures urbaines : les routes départementales RD 916 et RD 70 - le cimetière militaire à l'ouest du bourg 	<ul style="list-style-type: none"> - coupures urbaines : <ul style="list-style-type: none"> > de la RD 916 à travers la commune > de la RD 70 entre le nord et le sud de la commune - coupure nord/sud causée par la Clarence - déqualification du site à l'extrémité est de la commune (carrière) : problème pour les habitations voisines - des équipements publics et sportifs relativement enclavés/isolés au nord-ouest de la commune (terrains de sport, collège)


Pernes-en-Artois : Atouts



-  zone urbanisée
-  Activités



Le paysage :

-  boisement
-  Le patrimoine bâti
-  Itinéraire de grande randonnée
-  Un tissu commercial diversifié et dynamique

-  Fond de vallée de la Clarence

-  Cours d'eau

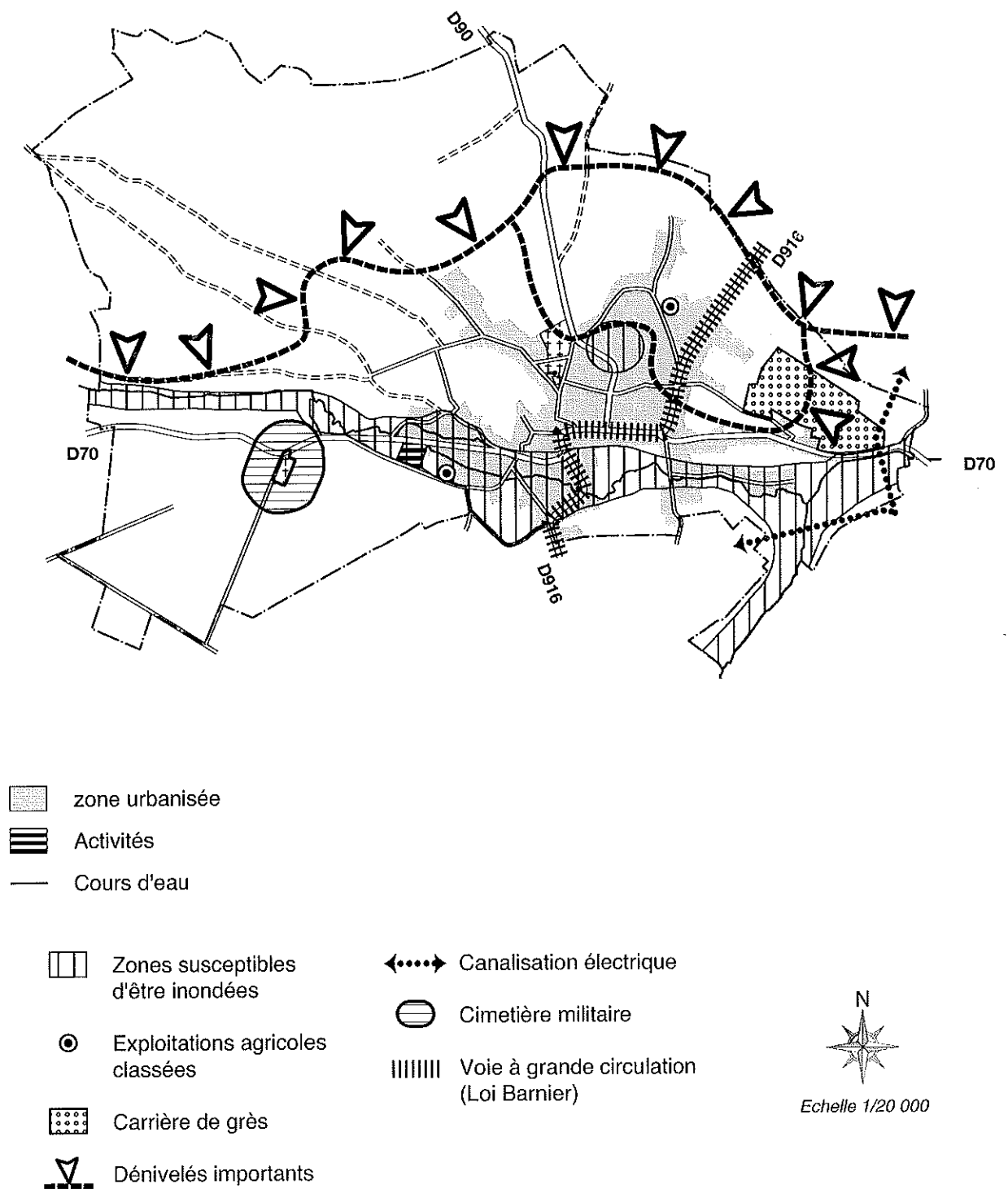
La desserte :

-  RD 70
-  RD 916

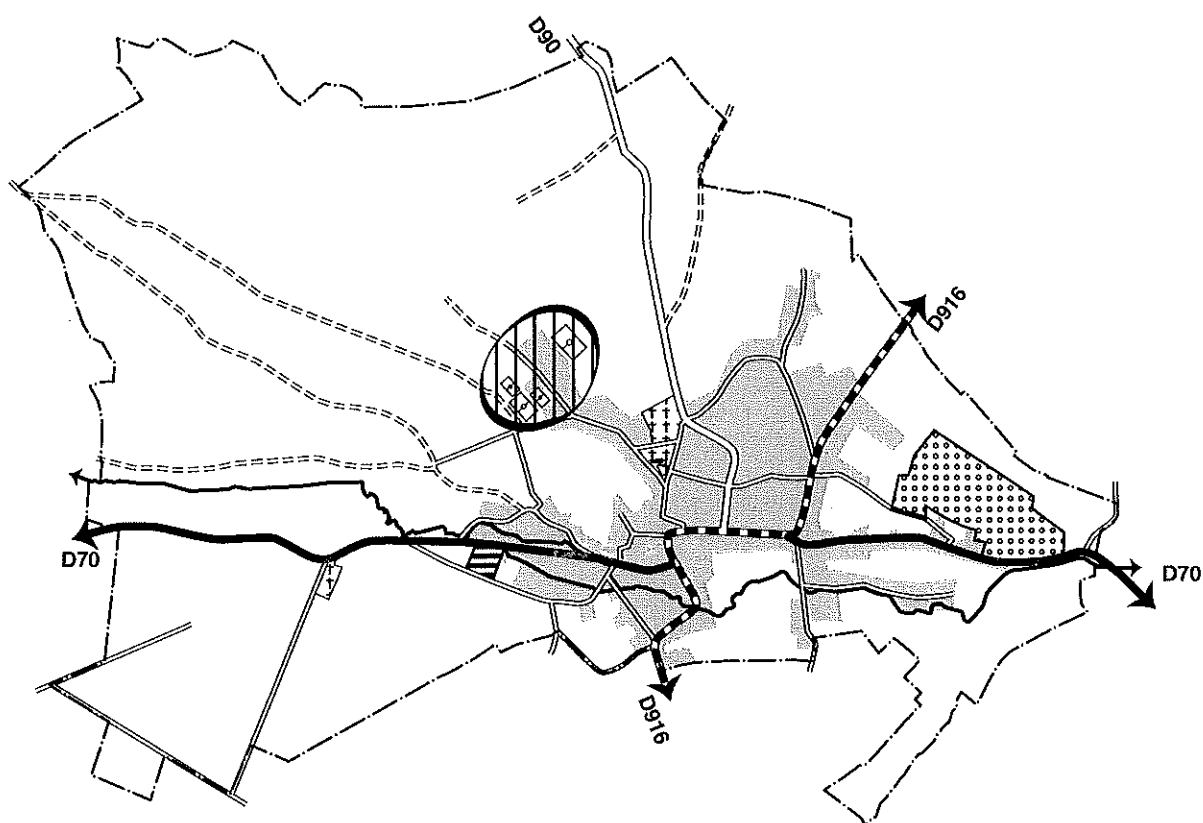




Echelle 1/20 000

Pernes-en-Artois : Contraintes à l'urbanisation



Pernes-en-Artois : Dysfonctionnements




-  zone urbanisée
-  Activités

Les coupures urbaines :

 RD 916

 RD 70

 La Clarence



Des équipements scolaires
en retrait du bourg



Site non qualitatif
en entrée de ville (carrière)



Echelle 1/20 000

DEUXIEME PARTIE

ANALYSE DES BESOINS

II-1 Les besoins en terme d'habitat

II-1.1 Les besoins en constructions neuves

Années	68-75	75-82	82-90	90-99
Variation <i>relative de la population communale</i>	- 2,54%	- 8,29 %	+ 1,32 %	+ 5,99 %

A l'horizon 2015, trois hypothèses d'évolution de la population communale sont possibles :

- **la population se stabilise** accompagnée soit d'un vieillissement de la population (vieillissement naturel de la population et venue de migrants sans enfants), soit d'un rajeunissement (venue de migrants accompagnés d'enfants ou en âge d'en avoir),

- **la population augmente**

- moyennement, telle la période censitaire 1982-1990, soit de 1 %, accompagnée soit d'un vieillissement de la population, soit d'un rajeunissement,

- fortement, telle la période censitaire 1990-1999, soit de 6 %, accompagnée soit d'un vieillissement de la population, soit d'un rajeunissement,

Entre 1990 et 1999, le nombre moyen d'occupants par logement est resté stable à Pernes-en-Artois. Néanmoins, entre deux recensements, on observe généralement au niveau du département, une diminution moyenne du nombre moyen d'occupants par logement de l'ordre de 0,2. Dans les périodes censitaires précédentes, ce constat s'était vérifié à Pernes-en-Artois. C'est pourquoi l'hypothèse selon laquelle d'ici 2012, ce nombre devrait diminuer de 0,3 dans le département comme dans la commune est prise en compte dans l'estimation des besoins de la commune en terme d'habitat.

	Derniers recensements		Evolution de la population d'ici 2011					
	1990	1999	Hypothèse 1 : population stable		Hypothèse 2 : hausse de la population de 1%		Hypothèse 3 : hausse de la population de 6 %	
Population	1536	1628	1628		1644		1725	
			<i>Vieillisse- ment de la population</i>	<i>Rajeunisse- ment de la population</i>	<i>Vieillisse- ment de la population</i>	<i>Rajeunisse- ment de la population</i>	<i>Vieillisse- ment de la population</i>	<i>Rajeunisse- ment de la population</i>
Nbre moyen d'occupant par logement à Pernes	2,7	2,7	2,4	2,5	2,4	2,5	2,4	2,5
Nbre moyen d'occupant par logement dans le Pas-de-Calais	2,8	2,6	2,2	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3
Estimations des besoins d'ici 2015								
Résidences principales	577	585	678	651	685	658	719	690
Logements à construire			+ 93	+ 66	+ 100	+ 73	+ 134	+ 105

En fonction des projections choisies, il faut entre 66 et 134 nouveaux logements à l'horizon 2011. Sachant que l'essentiel des constructions réalisées entre 1975 et 1998 occupent des terrains dont la superficie moyenne est d'environ 1 102 m² (Source DRE, concernant l'habitat individuel) et que compte tenu de la rétention foncière, on considère que la moitié des parcelles ne se vendent pas ou ne s'achètent pas, nous arrivons donc au total à un besoin de 112 à 268 parcelles libres de construction, soit 112 à 268 x 1 100m² = **12,3 ha à 29,5 ha**.

Ces besoins s'expriment à condition que le mode de construction privilégié reste celui qui s'est imposé depuis 25 ans, c'est-à-dire pavillonnaire. Une densification du centre, au travers la construction de logements collectifs de faible hauteur, réduirait la consommation de terrain.

II-12 Les besoins en équilibre social

Le diagnostic concernant les catégories socioprofessionnelles fait apparaître une prééminence des catégories "ouvriers" et "employés". Une grande disparité du revenu moyen des foyers est perceptible et la part de foyers non imposés apparaît relativement importante.

Néanmoins, la population de Pernes en Artois apparaît globalement comme socialement bien équilibrée.

Le seul déséquilibre correspond à la faiblesse des effectifs de population de jeune adulte (fortement compensée, il est vrai par le phénomène migratoire).

Il semble que la forte émigration des jeunes couples ou familles avec enfants résulte, en partie, de la faiblesse de l'offre en logement locatif.

La municipalité estime que cette offre locative peut être menée dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser mixte.

II-2 Les besoins en terme d'équipements et de services publics

II 21 Les besoins en équipements publics

II 211 L'école

Années	1975		1982		1990		1999	
Classes d'âge	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%
0 - 14 ans	365	22,08 %	315	20,75 %	319	20,77 %	326	20,04 %

Depuis 1975, on assiste à une baisse relative de la classe d'âge 0-14 ans. Mais la commune, qui perdait des habitants depuis 1968, en gagne à nouveau depuis 1982. Ceci est lié à l'arrivée de migrants notamment depuis 1990 et se traduit par une légère augmentation du nombre d'enfants scolarisables en école maternelle et primaire notamment entre 1982 et 1999.

Les projections de construction prévues par la commune permettent une hausse de la population liée à la venue de nouveaux migrants accompagnés de jeunes enfants.

Les capacités d'accueil de l'école et du collège de Pernes, regroupant respectivement trois classes de maternelle, cinq de primaire et 8 classes au sein du collège, sont, à l'heure actuelle, suffisantes, il n'est donc pas utile de prévoir une extension de l'école ou du collège.

Par contre un apport trop rapide de population, lié à un manque de phasage des zones d'urbanisation future, nécessiterait, dans les années à venir, l'extension des équipements scolaires existants ou la création de nouvelles classes.

II 212 Les autres équipements publics

La commune possède une offre diversifiée en terme d'équipements publics. Afin de répondre aux besoins en équipements et d'optimiser l'utilisation des équipements sportifs existants, il est nécessaire de créer des aires de stationnement et un accès permettant de desservir les terrains de sport situés au nord-ouest de la commune.

A l'heure actuelle, une salle des fêtes, une salle bibliothèque municipale et une salle de réunion mise à disposition des associations locales permettent aux habitants de se réunir et de se documenter.

Néanmoins, un phasage de l'arrivée des migrants à l'horizon 2012 apparaît nécessaire afin d'avoir une adéquation entre la capacité d'accueil des équipements publics existants et une augmentation de la population maintenant un cadre de vie agréable et adapté aux besoins des habitants.

II 22 Les besoins en services publics

II-221 – Les services publics administratifs

Les équipements administratifs sont nombreux sur le territoire communal affirmant la vocation de bourg-centre de Pernes en Artois. Les services administratifs absents de la commune sont accessibles rapidement du fait de la proximité de Bruay la Buissière et Saint Pol sur Ternoise.

II-222 – Les transports en commun

Hormis le ramassage scolaire organisé par le Conseil général du Pas-de-Calais (Colvert), la commune est insuffisamment desservie par les transports en commun. Actuellement, l'essentiel de l'offre en terme de transport collectif de Pernes en Artois est assuré par l'intermédiaire d'une gare localisée à Camblain Châtelain aux abords du territoire communal desservant la ligne de chemin de fer Lille-Boulogne. Ainsi, les stations de Béthune et St-Pol/Ternoise desservies par le train permettent aux habitants de Pernes en Artois de disposer d'une offre complémentaire via les lignes de bus présentes au sein de ces communes.

II-3 Les besoins en terme d'activités économique

Le diagnostic a démontré qu'en 1999, 31 % des actifs de Pernes en Artois travaillent dans la commune contre 55% en 1975. Le rôle de bourg centre qu'assume Pernes en Artois se traduit par l'importance du nombre de résidents travaillant sur la commune lié à la vitalité du commerce et de l'artisanat. Néanmoins, cette baisse importante entre 1975 et 1999 de la proportion d'actifs travaillant sur la commune démontre l'amorce d'un phénomène de résidentia-lisation liée à l'arrivée d'une nouvelle typologie de population.

Afin d'éviter que la commune ne devienne une ville dortoir, de ne pas distendre les liens sociaux et de conforter la dimension de bourg-centre de Pernes en Artois, la municipalité estime qu'il est indispensable :

- de faire en sorte de faciliter dans le centre-bourg l'implantation et le développement des commerces, services et artisanat et ainsi de conserver l'animation du bourg-centre avec un pôle de commerces et services concentrés autour de la place.
- de maintenir l'activité existante, correspondant à l'exploitation de la carrière de grès.

D'autre part, les projections d'augmentation de la population nécessitent l'augmentation de l'offre potentielle d'emploi afin de limiter les phénomènes de migrations pendulaires

qu'engendrerait l'arrivée de migrants ayant un emploi dans une autre commune mais aussi de diversifier l'emploi sur la commune. C'est pourquoi la municipalité estime qu'il faut renforcer l'emploi sur la commune en développant une zone d'activité artisanale et commerciale (avec la délocalisation du *Shopi* sur cette zone) jouxtant la zone urbanisée au sud-ouest de la route départementale n°70.

II-4 Les besoins en terme d'aménagement de l'espace et de protection de l'environnement

Le nombre de dents creuses présentes le long des linéaires urbanisés étant relativement faible (16 dents creuses recensées en juin 2000), la commune doit aussi répondre aux besoins d'urbanisation sur le moyen et long terme.

A cette fin et de sorte à assurer un développement équilibré, durable et cohérent de l'urbanisation qui puisse conserver le caractère rural de la commune et conforter le rôle de bourg-centre de Pernes en Artois, il est nécessaire :

- d'inscrire des zones d'urbanisation futures, non plus de manière linéaire le long des grandes infrastructures de voirie mais en profondeur, qui permettront de recréer des "rues au bourg" s'interconnectant au réseau viaire existant.
- de conserver des "fenêtres" permettant, lors de révisions ultérieures du PLU, de ne pas bloquer l'urbanisation future de la commune.
- de faire en sorte que la collectivité seule ne supporte pas le coût de cette urbanisation ultérieure.
- de préserver de toute urbanisation les espaces naturels fragiles de la commune (zone humide, terrains de rétention des eaux aux abords de la Clarence)
- de protéger et de mettre en valeur le patrimoine bâti, naturel, paysager et agricole (le bois de la ville, les boisements, les bosquets, le fond de vallée et les abords de la Clarence, les sentiers de randonnées, la motte féodale, la structure et l'architecture du centre-village...).